



SUPERPROFITS LA GAUCHE MET MACRON AU DÉFI

Communistes, insoumis, socialistes et écologistes, qui tenaient ce week-end leurs universités d'été, ont multiplié les propositions pour taxer le capital et dessiner une autre politique. **P. 2**

BELGIQUE 2,80 € - LUXEMBOURG 2,80 € - DOMS 2,80 € - MAROC 31 MAD



Salaires, prix, profits, la gauche passe à l'acte

NUPES Marche, pétition, référendum... les partis de gauche, qui ont fait ce week-end leur rentrée avec leurs universités d'été, ont multiplié les propositions pour imposer une autre politique. À commencer par la taxe sur les superprofits.

De Strasbourg à Châteauneuf-sur-Isère, en passant par Blois et Grenoble, où les partis de gauche ont réuni leurs universités d'été, un objectif a animé le week-end de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) : trouver comment s'imposer face à la majorité relative dont dispose Emmanuel Macron. Et une mesure tient la corde comme un symbole de justice face à la vie chère : la taxe sur les superprofits des multinationales.

Au point que, dimanche, la première ministre a dû louer. « Je ne ferme pas la porte (...), mais... » a-t-elle déclaré au Parisien alors que sa majorité avait voté contre cet été. Et le « mais » est de taille : « Nous n'avons cessé de baisser les impôts, je ne vais pas changer radicalement de position », poursuit Elisabeth Borne, estimant préférable que « les entreprises qui font des superprofits » rendent « du pouvoir d'achat aux Français en mobilisant les dispositifs votés début août », comme la prime Macron.

La gauche compte toutefois pousser l'avantage. « Il est urgent de taxer les profiteurs de crise qui se sont gavés sur la misère humaine », a martelé Jean-Luc Mélenchon, dimanche, lors d'un meeting en plein air, après avoir répété tout au long du week-end que « le partage des richesses

est la question clé dans un pays où 5 milliardaires possèdent autant que 27 millions de personnes ». Une pétition « Taxons les superprofits », avec un site Web dédié, a été lancée par les insoumis depuis Valence, tandis qu'à Blois, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure a, lui, mis sur la table la proposition d'un référendum d'initiative partagée (RIP) afin de « forcer le président de la République à aller vers cette taxation ». Avec « 174 milliards de bénéfices pour le CAC 40 en 2020-2021, un record absolu », « les actionnaires sont mieux rémunérés pendant qu'on demande aux salariés de se serrer la ceinture », a dénoncé le patron du PS, soutenu dimanche par l'ex-candidat FI à la présidentielle.

UNE « MARCHÉ CONTRE LA VIE CHÈRE »

L'idée d'une telle consultation des Français a aussi trouvé de l'écho chez les communistes, mais cette fois sur la réforme des retraites. « Travaillons ensemble, force de gauche et mouvement social, à une réforme progressiste des retraites, et obtenons un référendum », a plaidé le secrétaire national du PCF face au projet de l'exécutif d'une retraite à 65 ans. Côté redistribution des richesses, si le député du Nord partage la nécessité d'« une taxe sur les superprofits », il y ajoute « une taxe anti-spéculation, ainsi qu'un impôt de solidarité exceptionnel sur les grandes fortunes ». Il s'agit d'« arracher

au capital 50 milliards d'euros par an et que l'État et la BCE (la Banque centrale européenne - NDLR) en mettent chacun autant », afin d'alimenter un « fonds pour le climat et le pouvoir d'achat », a-t-il précisé samedi.

Augmentation du Smic et des salaires, mesures d'urgence pour le climat, défense des services publics ont également été largement relayées ce week-end. « Les caprices des plus riches constituent une menace pour notre sécurité. La réponse écolo est forcément sociale », a résumé de son côté le secrétaire national d'EELV, Julien Bayou. Comme lui, les responsables de gauche ont appelé à soutenir en nombre les journées d'action syndicales des 22 et 29 septembre.

La « marche contre la vie chère », prévue pour octobre, commence elle aussi à prendre forme. Des échanges ont ainsi lieu en vue d'une « mobilisation populaire pour mettre en échec la politique sociale et climatique menée par le gouvernement et imposer les changements nécessaires », ont fait savoir ce week-end dans un communiqué commun les formations de la Nupes, des syndicats (dont CGT, FSU, Solidaires, Unef) et des associations (notamment Attac et Oxfam). Tous doivent se revoir le 12 septembre pour décider de la suite. D'ici là, toute la gauche se retrouvera dans l'Essonne pour la Fête de l'Humanité, où le mouvement social comme associatif a également rendez-vous. ■

JULIA HAMLAOUI



FÊTE DE L'HUMANITÉ LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE LA GAUCHE À L'AGORA

SAMEDI 10 SEPTEMBRE

11 heures « Les grands entretiens de la rédaction » : Jean-Luc Mélenchon (FI).

12 h 30 « La laïcité est-elle encore de gauche ? » Avec Clémentine Autain (FI), Carole Delga (PS), Nicolas Cadène, ancien rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

16 heures « La gauche est-elle prête à prendre le pouvoir ? » Avec Fabien Roussel (PCF), Mathilde Panot (FI), Olivier Faure (PS) et Julien Bayou (EELV).

19 h 30 « La sobriété peut-elle être porteuse de progrès ? » Avec Ian Brossat (PCF), Aurélie Trouvé (FI),

Sandrine Rousseau (EELV) et Boris Vallaud (PS).

DIMANCHE 11 SEPTEMBRE

12 h 15 Séance extraordinaire de l'Assemblée nationale avec les nouveaux députés de la Nupes.





Le 27 août, à Strasbourg. Fabien Roussel défend lui aussi la nécessité d'« une taxe sur les superprofits ». Il y ajoute « une taxe anti-spéculation, ainsi qu'un impôt de solidarité exceptionnel sur les grandes fortunes ».

JULIEN JAULIN/HANSLUCAS



ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN
CRÉPEL

Objectif Fête de l'Humanité

On avait annoncé les universités d'été des partis de gauche sur l'air d'« une rentrée en ordre dispersé ». Certains espéraient ainsi secrètement se rassurer en se persuadant que, non, décidément, rien n'a changé à gauche, et que l'heure est toujours à la désunion désespérante, malgré la création de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale aux élections législatives.

N'en déplaise aux **Cassandra**, le week-end passé a montré que la volonté d'unir les forces à gauche est plus forte que jamais, et qu'elle n'est pas contradictoire avec le débat et la vie propre de chaque formation. Mieux : la Nupes agit comme un levier puissant pour construire une unité plus large dans l'action avec de nouvelles forces sociales, à l'instar de la marche en gestation contre la vie chère. Taxation des superprofits, fonds climat-pouvoir d'achat : les propositions abondent.

De quoi mettre la pression sur la première ministre **Élisabeth Borne**, qui n'a pas découvert par hasard, ce week-end, les vertus de l'imposition du capital. Personne n'est dupe : c'est du bout des lèvres qu'elle se résout, dans *le Parisien-Aujourd'hui en France*, à évoquer la possibilité d'une telle mesure... sans faire montre de la

moindre volonté de la mettre en pratique. Aujourd'hui, c'est au Medef que la cheffe du gouvernement ne devrait pas manquer de donner des gages, en jurant qu'elle ne taxera jamais les patrons.

Mais la balle devrait revenir très vite dans le camp de la Nupes. C'est à la Fête de l'Humanité, du 9 au 11 septembre, que devrait se concrétiser le nouveau paysage unitaire de la

L'union à gauche n'est pas contradictoire avec le débat et la vie propre de chaque formation.

gauche : aux côtés du Parti communiste, mobilisé comme chaque année pour bâtir cette ville éphémère qui prend ses quartiers au cœur de l'Essonne, toutes les autres familles de la Nupes, socialistes, écologistes, insoumis, tiendront leur propre stand. Une première. De quoi déjouer les spéculations sur l'éclatement de la gauche. Et approfondir l'élan unitaire avec les syndicats et autres forces du mouvement social présents à la Fête, contre la vie chère, pour la justice sociale et climatique. ■

PCF Les communistes plaident pour un « fonds climat et pouvoir d'achat »

Depuis l'université d'été de son parti à Strasbourg, Fabien Roussel a appelé au rassemblement face à Macron, tout en mettant en garde contre la tentation de « chapeauter le mouvement social » et contre l'uniformisation de la gauche.

Strasbourg (Bas-Rhin), envoyé spécial.

« Il faudra s'appuyer sur les colères pour mobiliser et affronter le capital. Le refus d'augmenter les salaires vient d'une volonté de privatiser les profits. » À l'image des 800 militants réunis à Strasbourg (Alsace) pour l'université d'été du PCF, Alexandre, 23 ans, compte bien être utile aux mobilisations sociales. Et ce n'est pas le secrétaire national de la formation qui dira le contraire. La Nupes n'ayant pas réussi à priver les libéraux macronistes et LR d'une majorité à l'Assemblée nationale,

« c'est par la mobilisation du monde du travail que le changement viendra », affirme Fabien Roussel, chaleureusement accueilli par ses troupes lors de son discours, le samedi 27 août. Durant le week-end, le député du Nord a plaidé pour la création d'un « fonds pour le climat et le pouvoir d'achat » d'autant de 150 milliards d'euros. Il a aussi multiplié les appels au rassemblement et mis en garde ses partenaires de la Nupes quant à la tentation de « chapeauter le mouvement social ». Pas question d'opposer les mobilisations syndicales des 22 et 29 septembre et la « marche contre la vie chère » lancée par la

gauche. Parmi les mauvais coups que prépare le gouvernement, c'est le report de la retraite à 65 ans qui a occupé le débat entre les représentants de la Nupes, à Strasbourg. Tous espèrent renouer avec le mouvement historique de 2019. « Les syndicalistes auront une facilité à mobiliser dans les entreprises parce que, avec la Nupes ils ont dorénavant un débouché politique », estime la députée FI Aurélie Trouvé. « Travaillons ensemble, forces de gauche et mouvement social, à une réforme progressiste des retraites et obtenons un référendum pour que les Français puissent choisir », propose Fabien Roussel. Au-delà

de la retraite à 60 ans, face à « l'union des droites », 2 millions de tracts doivent être envoyés aux fédérations du PCF pour mobiliser en faveur de l'augmentation des salaires et d'embauches dans l'éducation et la santé. En pleine guerre en Ukraine, la question de la paix doit aussi faire l'objet d'une campagne d'action avec l'ambition, a annoncé Fabien Roussel, de bâtir un appel de 100 personnalités.

S'il joue la carte du collectif, l'ex-prétendant à l'Élysée entend toutefois tirer parti de sa visibilité, acquise durant sa campagne présidentielle. « Je ne sais pas si, depuis vingt ans, un leader du PCF a été si populaire dans l'ensemble de la société », note Stéphane Fournier, analyste chez Cluster 17, lors d'un des ateliers du week-end. Malgré ses 2,28 %, l'institut de sondage place le communiste second à gauche dans le classement des sympathies à l'égard des personnalités politiques. « La campagne de Fabien est un acquis. Le PCF est redevenu un acteur national de la vie politique », se félicite Igor Zamichiei, le coordinateur de l'exécutif ■■■

de la formation. « Nous avons fait grandir dans les têtes l'utilité du PCF pour bâtir une alternative politique en rupture avec le capital, autant que pour la construction d'une véritable union populaire », poursuit Fabien Roussel.

« PAS DE FÉDÉRATION, UNE COALITION »

En vue du prochain congrès, prévu les 7, 8 et 9 avril 2023, dont les travaux débiteront en septembre, le secrétaire national assure que les communistes « aborderont tous les sujets sans sectarisme, ni naïveté ». Alors que la réaffirmation du PCF avait été au cœur des débats en 2018, la question du lien avec le reste de la gauche sera à nouveau d'actualité. Elle « ne sera pas plus forte en effaçant nos diversités », mesure Fabien Roussel à ce sujet. « Dans ce rassemblement unitaire, nous devons pousser les débats autour des projets communistes pour la société. Non pas dans une fédération, mais dans une coalition de nos forces », juge de son côté l'ancien secrétaire national Pierre Laurent, qui « souhaite un débat apaisé ». Pour Hadrien Bortot, signataire du texte « Pour un printemps du communisme au précédent congrès », « il y a besoin d'une maison commune qui dépasse les appareils politiques pour mettre en mouvement les forces sociales ». Une position pas vraiment du goût de la direction : « L'enjeu n'est ni de se fondre dans la Nupes ni d'en sortir », insiste Igor Zamichiei. Nous voulons l'élargissement du rassemblement des forces sociales dans le pays. » Quant au rôle du PCF, « nous devons être le parti qui s'adresse aux milieux populaires, quels que soient leurs lieux de vie. Or ils ne vivent pas tous dans les grandes métropoles », note Ian Brossat. Un écho à la stratégie de campagne de Fabien Roussel, dont celui-ci veut maintenir le rythme avec, à l'automne, « un grand tour de France », « pour aller à la rencontre des Français et entamer un dialogue sans tabou, ni détour ». ■

NAÏM SAKHI

FI Les insoumis prêts à se lancer dans la « bataille générale »

Pour ses Amfis près de Valence, la France insoumise a joué de sa position centrale au sein de la Nupes, tout en tentant d'éviter d'apparaître hégémonique. La formation s'interroge aussi sur son propre avenir.

Châteauneuf-sur-Isère (Drôme),
envoyé spécial.

En une année, les insoumis mesurent le chemin parcouru par leur mouvement. L'an dernier, de nombreuses incertitudes régnaient sur la présidentielle à venir. Leur centralité au sein de la gauche était contestée, leur avenir pouvait paraître en suspens. En ce mois d'août 2022, ces interrogations sont derrière eux. La présidentielle a clarifié la situation à gauche, ont à nouveau martelé Jean-Luc Mélenchon et les députés insoumis durant les quatre jours des Amfis (universités d'été du parti). La France insoumise domine désormais clairement, avec le plus gros contingent au sein de la coalition qu'elle a impulsée pour les législatives et qui fait de la Nupes la première force d'opposition au Parlement.

Sur la scène du meeting de clôture, dimanche, les communistes, les écologistes, Génération.s et même le Parti socialiste sont là. Ils ne sont pas les seuls à avoir fait le déplacement dans la Drôme. Plusieurs ministres de la Macronie ont participé à des débats face aux députés insoumis. Marlène Schiappa, pour parler République avec Alexis Corbière.



« Plutôt que la division, l'émulation ! » a clamé Jean-Luc Mélenchon lors de son meeting, à destination de ses partenaires de la Nupes. ALAIN ROBERT/SIPA

EELV Les Verts appellent à une grande « refondation » de l'écologie politique

Plombés par une organisation interne pesante et leurs difficultés à parler aux classes populaires, les écologistes préparent leur congrès. Marine Tondelier, proche de Julien Bayou, s'avance en favorite.

Grenoble (Isère), envoyé spécial.

Entre deux ateliers sur la culture du chanvre et la décroissance, ils vont et viennent en bras de chemise. Et de mémoire de Verts, la buvette n'a jamais aussi bien fonctionné. Car Grenoble transpire et les écologistes, qui y tenaient leurs journées d'été du 25 au 27 août, essaient d'échapper au cagnard d'une énième vague de chaleur. Une nouvelle preuve, selon eux, qu'ils ont gagné la bataille culturelle, après un été dévastateur sur le front du climat. « Avoir raison avant tout le monde ne sert à rien. Le temps des écologistes lanceurs d'alerte est fini. Nous sommes les seuls en capacité d'agir », avance Julien Bayou, secrétaire national d'EELV et député de Paris. Les Verts veulent faire. Et pour faire, il faut être aux manettes. Ce que n'a pas réussi leur

candidat Yannick Jadot (4,6 %) lors de la présidentielle. Si bien qu'à l'approche du congrès prévu à la mi-décembre, les écologistes veulent tout remettre à plat, notamment pour faire sortir l'écologie politique des centres urbains, où se concentre leur électorat.

Plutôt absentes des discours de l'an passé, les classes populaires sont maintenant sur toutes les lèvres. Comme si les Verts se souvenaient soudainement des préceptes du Giec : la transition écologique sera sociale ou ne sera pas. « Il faut nous ouvrir aux quartiers populaires, vivre et militer avec eux. La Nupes nous pousse à modifier notre focale pour mettre l'accent sur des sujets mis de côté. Nous sommes souvent vus comme des donneurs de leçons alors qu'il faut faire preuve d'empathie », souligne Alain Coulombel, instigateur de la motion de gauche « le Souffle ». Il espère s'allier avec le courant de la députée écoféministe Sandrine Rousseau, dont

la voix sera portée au congrès par Mélissa Camara, l'une de ses proches. L'ancienne candidate à la primaire dit vouloir « faire de la politique » quand les autres « se concentrent sur le nombril d'une petite structure qu'on est content de contrôler » : « Nous devons nous mettre au service de la société, construire des ponts avec les syndicats, les associations, les mouvements sociaux. » Le tout dans le cadre d'une Nupes renforcée. Une autre motion, « le Lien », qui veut davantage affirmer la singularité de l'écologie politique, porte aussi un projet tourné vers « les territoires ». « Sans écologie, les classes populaires vont doublement payer. Nous devons mieux les représenter et plus les écouter tout en nous appuyant sur nos maires », soutient Karima Delli, eurodéputée.

Pour Marine Tondelier, cotrésièrière d'EELV et proche de Julien Bayou, dont elle brigue la succession, il faut aussi un big bang. Mais il passe d'abord par une « refondation », avec un changement des statuts et la création d'un grand parti de l'écologie politique, qu'elle propose au sein de sa future motion, « la Suite ». « Un militant passe en moyenne 80 % de son énergie tournée vers les problématiques internes au parti, constate la favorite. Nous sommes attachés à la démocratie mais l'hyperdémocratie est un handicap, car seule une petite partie des militants connaissent les règles. Nous devons être plus efficaces. » Et pour tous, cela commence par un retour sur le terrain. ■

EMILIO MESLET

Clément Beaune sur la désobéissance à l'Europe face à l'eurodéputée Manon Aubry. Olivia Grégoire sur la vie chère face à Adrien Quatennens. Est même venue une figure de LR, l'ancienne garde des Sceaux Rachida Dati, pour discuter justice face à Ugo Bernalicis. Forts de leurs 75 députés au sein de la coalition de gauche, les insoumis affichent leur position de première force à gauche et ambitionnent davantage.

Avec prudence, toutefois. La ligne reste unitaire. « *Plutôt que la division, l'émulation!* » clame ainsi Jean-Luc Mélenchon lors de son meeting, à destination de ses partenaires de la Nupes, tout en appelant à maintenir la clarté, quels que soient les différences et les débats qui peuvent agiter les partis de la Nupes. « *Restons calés sur la ligne qui a fait notre succès* », plaide l'ex-candidat à la présidentielle, « *sans compromis, sans arrangement* ». Même si, précise-t-il, « *la Nupes n'est pas un parti unique* ». Les autres sont sur la même longueur d'onde. Le communiste Léon Deffontaines appelle à « *affluer avec nos différences* ». « *Il va falloir se retrousser les manches, selon lui, pour retrouver une gauche authentique et populaire* ». Pour EELV, Léa Balage el Mariky invite à « *écouter la société, à débattre sans hégémonie* ». Quant au socialiste Pierre Jovet, il souhaite que la Nupes « *parte à la reconquête de cette France des territoires, de ces villages ruraux qui nous ont tant manqué* » pour, dit-il, « *passer de ce bloc à 30 % aux 50 % pour gagner* ».

Alors que Jean-Luc Mélenchon a lancé une rentrée sous le signe de la « *bataille générale* », notamment sur la vie chère et la taxation des superprofits, de nouvelles questions se posent à la FI du fait de sa place centrale à gauche. Elles sont dans la tête de la plupart des insoumis. « *Il y a eu des temps durs dans cette campagne, confie Juliette, militante parisienne. La déception du premier tour de la présidentielle, notamment* ». Ses interrogations portent sur le fonctionnement du mouvement, notamment « *la formation des*

militants ». « *Il nous faut de nouveaux cadres formés, parce que ça a des répercussions ensuite sur la démocratie interne* ». Le mouvement a étendu son influence depuis 2017, et certains dirigeants comme Clémentine Autain ont demandé « *plus de pluralisme* » et « *d'ancrage territorial* ». Interrogé sur le sujet, vendredi après-midi, Jean-Luc Mélenchon concédait : « *Elle a raison, il faut faire évoluer...* » Sans beaucoup plus de détails.

Mais la faiblesse de la gauche dans nombre de territoires ruraux est aussi un enjeu pour les militants. « *Le clivage entre les milieux populaires existe* », affirme ainsi Léa Druet, qui fut candidate aux législatives dans les Hauts-de-Seine. « *Clichy est très dense, par exemple, et les gens échangent entre eux. La gauche*

« Restons calés sur la ligne qui a fait notre succès, sans compromis, sans arrangement. »

JEAN-LUC MÉLENCHON

monte. Dans les territoires ruraux, c'est plus compliqué. On a lancé les caravanes populaires pour y travailler, mais c'est une solution pour l'instant très chronophage. » Aussi, sur la scène du meeting, Jean-Luc Mélenchon a exhorté tous les militants de la Nupes à se rapprocher de leurs députés et de leurs candidats et à fonder des « *assemblées citoyennes* ». Les insoumis ont également en tête une possible dissolution, convaincus que la Macronie ne parviendra pas à gouverner sans un accord avec LR ou à coups de 49-3.

En attendant, Jean-Luc Mélenchon, qui a annoncé prendre la tête de l'Institut La Boétie, a tenu un discours de chef de l'opposition. « *Passer la main? Oui, je pense qu'il faut y penser, nous dit un jeune militant. Mais à qui?* » Une autre question qui occupera les esprits des insoumis. ■

DIEGO CHAUVET

PS À Blois, les socialistes pro-Nupes sont à la fête

Pour sa rentrée politique, le premier secrétaire Olivier Faure a voulu réaffirmer que l'union de la gauche est le seul chemin viable pour le parti à la rose. Les dissidents à l'accord sont restés en marge.

Blois (Loir-et-Cher), envoyé spécial.

La scène aurait été surréaliste il y a un an. La députée insoumise Clémentine Autain offrant une standing ovation à Olivier Faure, devant 500 militants socialistes, en saluant « *l'intelligence politique* » du premier secrétaire du PS d'avoir rejoint la Nupes. À l'université d'été des socialistes à Blois (Loir-et-Cher), ces 26 et 27 août, on a mesuré le changement de paradigme opéré.

Olivier Faure peut sourire. Le leader du PS a un congrès à gagner en fin d'année (décembre ou janvier). Mais, si la tête du parti avait dû se jouer à Blois et à l'applaudimètre, il aurait été reconduit dans les grandes largeurs. Le PS est encore très loin d'avoir retrouvé la force de frappe de ses grands barnums d'antan à La Rochelle. Mais la majorité des militants croisés saluent une « *bouffée d'oxygène* », un « *second souffle* », après les législatives. « *La majorité des gens venus à Blois sont favorables à l'accord, veut tempérer le patron des sénateurs socialistes Patrick Kanner. Mais ça ne veut pas dire que c'est vrai dans l'ensemble des fédérations. Pour cela, le congrès sera le juge de paix.* »

Pour Olivier Faure, le « *juge de paix, c'est surtout l'électeur français: les dissidents ont été sèchement battus* ». La mue est pour lui actée: « *Cette page est tournée, maintenant les militants attendent de savoir comment on peut être utiles.* » Après des années difficiles où le PS était persona non grata dans les mouvements sociaux, Olivier Faure vante la « *clarification* » qu'il a réussi à réaliser: le PS parle à nouveau la langue de la gauche, donnant

du « *nouveau prolétariat ubérisé* » ou de la « *folie néolibérale* ». Les jeunes socialistes poussent en ce sens, leur présidente Emma Rafowicz affichant sa volonté « *d'enterrer définitivement le social-libéralisme* », et Hollande avec.

Par ailleurs, Olivier Faure ne mâche pas ses mots contre les dissidents et leurs « *débats d'arrière-garde* »: « *Je note qu'ils sont discrets, il n'y a qu'à vous, les journalistes, qu'ils parlent, pas à nous.* » Il est vrai que les socialistes anti-Nupes ont fait profil bas à Blois. Carole Delga est venue animer une réunion de la fédération des élus socialistes, qu'elle préside. Avant de s'éclipser sans plus de remous, vendredi soir, boudant la séquence de la Nupes le lendemain. Idem pour Anne Hidalgo, allée à la rencontre de ses soutiens au moment même où les représentants de la gauche débattaient devant les caméras. Hélène Geoffroy, adversaire d'Olivier Faure, a tenu un point de presse à l'écart du campus socialiste pour ne rien dire de neuf, si ce n'est sa volonté de regrouper les « *insatisfaits* » de la Nupes.

Ce week-end est donc avant tout l'occasion, pour la ligne Faure, de réaffirmer le nouvel élan du PS à gauche. Jusqu'à évoquer, à peine le quinquennat commencé, une candidature commune pour 2027. « *Il faut être lucide, sans candidature commune, le plus probable c'est qu'on déroule le tapis rouge à une victoire de Marine Le Pen* », lâche Jérôme Guedj. Avant cela, il y aura 2024 et la sensible question des européennes, et avant encore, deux ans sans élection. « *Une chance, pour le député de l'Essonne, ça va nous permettre de continuer à émuler et à se renforcer.* » ■

CYPRIEN CADDEO



Humanité
JEAN JAURÈS
« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde. » Jean Jaurès, éditorial du numéro de L'Humanité, 26 avril 1904.

INVITATION

Rendez-vous de diffusion du
BON DE SOUTIEN
À **L'Humanité**
2022

MARDI 30 AOÛT
À partir de 18h30

PLACE SAINT-MICHEL
Boulevard Saint-Michel
75005 PARIS

SAINT-MICHEL NOTRE-DAME



«Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse.»

Nelson Mandela

L'HOMME DU JOUR



Khalil Awawdeh

Il n'a que 40 ans mais, au moment où vous lirez ces lignes, il pourrait être déjà mort. Ce 29 août, Khalil Awawdeh est un prisonnier palestinien en grève de la faim depuis 178 jours. Le jeune homme ne pèse plus que 40 kg. Il a été arrêté en décembre 2021 par l'armée israélienne et a été placé sous détention administrative. Le 24 août, un porte-parole militaire israélien a révélé que sa détention avait été confirmée à plusieurs reprises par des tribunaux militaires. «Il a été déterminé que les éléments confidentiels de son dossier indiquent que sa libération menacerait la sécurité de la région», justifie-t-il, évidemment sans autre précision. Awawdeh a entamé une grève de la faim au mois de mars pour réclamer sa liberté. Depuis, il ne se nourrit que d'eau, a déclaré son avocat, Ahlam Haddad. Il avait brièvement interrompu son jeûne lorsqu'une lueur de libération s'était présentée, mais l'a repris très vite.

«J'ai l'impression que mon corps se consume de l'intérieur», a confié Khalil Awawdeh à l'agence Reuters depuis son lit d'hôpital, les yeux écarquillés et la voix fluctuante à mesure qu'il parlait. «Le soutien de Dieu, la constance et la patience sont ce qui me permet de continuer.»

Sa famille, qui vit près de la ville d'Hébron, au sud de la Cisjordanie, s'est vu refuser systématiquement par Israël la permission de lui rendre visite. Elle a soutenu sa décision de poursuivre sa grève de la faim malgré les risques. «Il a été détenu sans inculpation ni procès», a déclaré sa femme, Dalal Awawdeh. Tout comme il a été détenu de force et nous a été enlevé, il obtiendra sa liberté, que l'occupation approuve ou non. ■

PIERRE BARBANCEY

L'œil de Bobika

C'EST LA RENTRÉE !

CHOISIS TES FOURNITURES POUR BIEN COMMENCER L'ANNÉE



LA BONNE NOUVELLE Belgrade et Pristina d'accord pour apaiser les tensions

Une première avancée diplomatique a été obtenue samedi pour mettre un terme aux violences survenues en juillet autour du Kosovo. Un « accord sur la liberté de circulation » a été conclu entre les autorités serbes et kosovares sous parrainage de l'UE. Le texte devrait permettre aux deux pays de reconnaître mutuellement les cartes d'identité, sans résoudre la question des plaques d'immatriculation des Serbes au Kosovo. Les tensions avaient éclaté quand Pristina avait tenté d'imposer de nouvelles règles frontalières

et administratives. Les autorités du Kosovo se sont engagées à ne pas introduire au 1^{er} septembre des permis de séjour pour les personnes entrant au Kosovo avec une carte d'identité serbe. C'est ce qu'a annoncé le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, assurant avoir « reçu des garanties » du premier ministre Albin Kurti. En échange, le président serbe, Aleksandar Vucic, a supprimé le permis de séjour que Belgrade imposait aux détenteurs d'une carte d'identité kosovare pour entrer en Serbie. ■

VADIM KAMENKA

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Espagne Le gouvernement de coalition de gauche a fait adopter son plan d'économies d'énergie jeudi par les députés, à l'exception des élus de droite. Il limite la climatisation à 27 °C dans les commerces, les établissements culturels et les infrastructures de transport et le chauffage à 19 °C en hiver. Les lumières des vitrines des magasins et l'éclairage des bâtiments publics seront éteints à partir de 22 heures.

Consommation Alors que se profile la rentrée, l'UFC-Que choisir a testé une trentaine de produits scolaires: stylos, feutres et surligneurs. Conclusion: presque la moitié d'entre eux (40%) contiennent des composants potentiellement dangereux, selon l'association de défense du consommateur.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Pourquoi?

«Faire vivre un grand journal sans qu'il soit à la merci d'aucun groupe d'affaires est un problème difficile mais non pas insoluble.» On le sait, ici, où les mots du premier éditorial de Jaurès sont toujours d'actualité dans un combat permanent du journal et de ses lecteurs. Mais c'est vrai. C'est très difficile. La preuve, le groupe LVMH de Bernard Arnault vient de remettre 65 millions d'euros dans les caisses du *Parisien*, dont il est l'actionnaire majoritaire. Ça coûte très cher, un journal. LVMH en contrôle deux. *Les Échos*, tournés vers le monde des affaires, les résultats du CAC 40, les dividendes versés aux actionnaires, les conseils de gestion des capitaux, d'optimisation fiscale, les bons placements du moment. Et *le Parisien* donc, très populaire, attentif aux simples gens, sachant même leur proposer des conseils, là aussi de gestion, de modération face à l'inflation et pour la planète. Comment avec le Smic éviter les gaspillages, faire pipi sous la douche... En 2018 Bernard Arnault avait déjà remis 83 millions dans *le Parisien*. On se demande bien pourquoi? ■

C'EST UN MONDE

Soupçon d'emploi fictif au *Canard*

Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « abus de biens sociaux » et « recel », après une plainte contre X d'un journaliste du *Canard enchaîné* qui vise la compagne d'un ancien dessinateur et administrateur qui aurait bénéficié pendant deux décennies d'une rémunération sans pour autant travailler pour le journal.



176 JOURS

de détention arbitraire pour Salah Hamouri. Liberté pour l'avocat franco-palestinien emprisonné en Israël.

JEROME DERIGNY

Les marcheurs en quête d'un second souffle



Les macronistes se sont dotés, à Metz, d'un « corpus de valeurs » à la suite des multiples débâcles électorales.

JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/
AFP

MACRONIE Après les résultats catastrophiques des élections intermédiaires et le séisme des législatives, LaREM a lancé en grande pompe, samedi 27 août, sa transformation en Renaissance. Ce nouveau parti présidentiel est censé réamorcer la machine électorale et préparer l'après-Macron.

Metz (Moselle), envoyée spéciale.

« **B**ravo ! » hurle une femme au moment où le quatuor de choc – Stéphane Séjourné, Stanislas Guerini, Franck Riester et Olivier Dussopt – entre dans la salle dans une ambiance survoltée. Musique à fond, jeux de lumière, les centaines de participants se lèvent pour applaudir leurs héros. Bienvenue au séminaire des cadres de la Macronie réunis à Metz (Moselle), samedi 27 août, à l'occasion du lancement du nouveau parti présidentiel Renaissance, dans l'attente d'un congrès à l'automne. La première ministre, Elisabeth Borne, a même fait le déplacement pour apporter son soutien aux marcheurs. ///

■ Dans son discours, Stéphane Séjourné, qui devrait bientôt succéder à Stanislas Guerini comme patron des marcheurs, a rendu un hommage appuyé à son prédécesseur, dans un jargon typique de la Macronie : « Nous avons fait bloc et construit des compromis sans céder à la compromission. Je pense que nous avons fait honneur à l'action politique dans une période où elle n'a jamais été dévoyée par les extrémistes. »

Derrière le satisfecit se cache pourtant l'échec des proches du président à créer les conditions du « dépassement » politique avec une « maison commune » susceptible de réunir tous les courants. La tentative est morte dans l'œuf, tuée par l'opposition d'Édouard Philippe (Horizons) et de François Bayrou (Modem), déterminés à cultiver leurs différences dans la perspective de 2027. En commun!, le parti écologiste de Barbara Pompili, n'appartient pas non plus à ce rassemblement. Seuls le parti de droite Agir, piloté par Franck Riester, ministre chargé des relations avec le Parlement, et Territoires de progrès, dirigé par Olivier Dussopt, ministre du Travail, fusionnent avec LaREM au sein d'une même structure. « Cette alliance doit respecter l'autonomie de chacun et permettre de faire entendre notre voix de gauche », a fait savoir Najwa El Haïté, porte-parole de Territoires de progrès, avec, en ligne de mire, les prochaines échéances électorales (sénatoriales, européennes, municipales).

RAPPORT DE FORCES ENTRE POIDS LOURDS

Au-delà des accords d'arrière-cuisine électorale, l'enjeu est éminemment politique pour les macronistes. Il s'agit de dessiner les contours d'un parti capable de se mobiliser dans la perspective de l'après-Macron. Dans l'impossibilité de se représenter en 2027, le président sait que son mandat peut se transformer en lutte de pouvoirs entre successeurs putatifs. Les ministres issus de LR, Bruno Le Maire, présent samedi à Metz, et Gérard Darmanin, en déplacement le même jour au Vatican, entendent déjà peser de tout leur poids sur Renaissance. Ministre délégué chargé des transports, Clément Beaune, chantre d'une ligne social-démocrate, ne cache pas son envie de participer à la future « direction collégiale » de la formation. « La synthèse ne se fait pas spontanément, reconnaît-il, mais, quand on prend des positions communes, il faut que cet équilibre soit respecté. »

Outre le rapport de forces entre poids lourds, il s'agissait pour les macronistes de se doter d'une colonne vertébrale idéologique après les multiples débâcles électorales et le séisme des législatives. À Metz, ce petit monde a donc fabriqué un « corpus des valeurs » que l'Humanité a pu consulter. Le premier paragraphe, consacré à la « République », reprend la rhétorique du donnant-donnant exploitée par Emmanuel Macron durant sa campagne : « Les militants de Renaissance considèrent la citoyenneté française comme un système de devoirs autant que comme un système de droits. » Quant à la liberté, elle doit « permettre à chacun d'entreprendre et de s'émanciper ».

Le terme « progressisme » est, lui, devenu le mantra de la journée. « Ce grand principe nous rassemble et s'oppose toujours aux forces illibérales », a insisté sur scène Stéphane Séjourné, sous les applaudissements nourris des marcheurs. Le « progressisme » est aussi brandi en toute occasion pour se distinguer des « extrêmes ». Une autre expression bien commode pour renvoyer dos à dos les représentants de l'extrême droite et ceux de la Nupes. Et Olivier Dussopt a soulevé la plus bruyante et longue ovation en appelant tous « (ses) amis de gauche » à se « libérer » des carcans idéologiques, les invitant à « renaitre » dans le parti présidentiel où peuvent s'épanouir « les idéaux de progrès, d'égalité » (sic).

Ces différentes manœuvres viennent surtout confirmer la faiblesse du parti LaREM, créé en 2016 pour faire une OPA sur la présidentielle, mais qui n'a jamais réussi à se structurer depuis. Dans son discours de clôture, Stéphane Séjourné, ancien conseiller politique d'Emmanuel Macron, a soigneusement évité de se montrer trop précis en matière de propositions pour ne pas fâcher dans son propre parti. Et se garder une marge de manœuvre en vue d'éventuelles alliances futures. ■

LOLA RUSCIO



Le 9 janvier, à Nice (Alpes-Maritimes), une marche blanche rendait hommage à Lisa, 45 ans, assassinée par son ex-compagnon le 1^{er} janvier 2022. VALÉRY HACHE/AFP

Toujours plus de femmes tuées par leur conjoint

VIOLENCES SEXISTES En 2021, le ministère de l'Intérieur a dénombré 122 féminicides, soit 20 % de plus qu'en 2020. Ce retour à des chiffres d'avant le confinement montre le peu d'effet de la « grande cause nationale » décrétée par l'exécutif.

Le compte n'y est toujours pas. Cinq ans après le discours d'Emmanuel Macron faisant de l'égalité hommes-femmes la grande cause du quinquennat, 122 femmes ont été tuées par leur conjoint en 2021, selon le rapport publié le 26 août par le ministère de l'Intérieur. Ce chiffre, qualifié de « glaçant » par Isabelle Rome, la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, est en hausse de 20 % par rapport à 2020, année marquée par le confinement et les couvre-feux. Il retrouve en revanche un ordre de grandeur similaire à ceux d'avant le Covid : 146 en 2019, 121 en 2018, 130 en 2017. « Malgré les efforts sans précédent engagés par l'État ces cinq dernières années, les féminicides restent à un niveau trop élevé », a dû admettre la ministre.

Circonstances et profil des auteurs comme des victimes restent inchangés d'une année à l'autre. L'homme qui tue sa conjointe est « le plus souvent en couple, de nationalité française, âgé de 30 à 49 ans ou de 70 ans et plus, et n'exerçant pas ou plus d'activité

professionnelle ». Le passage à l'acte est motivé par une dispute (31 cas), une séparation non acceptée (27 cas), la jalousie (25 cas) ou la maladie de la victime (21 cas) – qui, après 70 ans, devient la cause principale. Le meurtre, perpétré au domicile conjugal dans l'immense majorité des cas (78 %), est le plus souvent commis avec une arme blanche dans 37 cas, arme à feu dans 44 cas.

NÉGLIGENCE DES SERVICES DE L'ÉTAT

L'étude souligne en creux l'incapacité de l'État à protéger les femmes, même quand les autorités ont été alertées. Deux victimes seulement faisaient l'objet d'une ordonnance de protection au moment du meurtre, alors que plus de la moitié des 32 % de femmes ayant subi des violences antérieurement les avaient signalées à la police et que, parmi elles, 84 % avaient porté plainte. La même négligence est observée du côté des meurtriers : un seul conjoint était sous contrôle judiciaire au moment de son passage à l'acte, alors que « dans 25 % des cas, l'auteur est connu

des services de police et de gendarmerie pour avoir commis antérieurement des violences (36 auteurs), dont 75 % pour des faits de violences conjugales commis sur la victime et/ou une ex-partenaire (27 auteurs) ».

Ces chiffres montrent les limites du Grenelle contre les violences conjugales organisé par le gouvernement en 2019. Les mesures adoptées à ce moment-là « n'ont pas été assez budgétées, elles ne peuvent pas être déployées partout : il n'y a pas assez de bracelets anti-rapprochement, ni de téléphones grave danger pour protéger les femmes », explique Pauline Baron, du collectif féministe #NousToutes. Alors que des adolescentes figurent dans ce décompte macabre, les organisations féministes pointent en outre l'absence, à l'école, de programmes d'éducation à la vie affective et sexuelle. Pour réduire les violences, il est urgent de donner aux jeunes filles des armes pour contrecarrer l'image du couple, encore trop souvent véhiculée, dans laquelle amour et possession se confondent. ■

CAMILLE BAUER

EN LUTTE



LICENCIEMENTS CHEZ COMPIN

Le fabricant de sièges ferroviaires basé à Évreux va supprimer la moitié de ses effectifs (55 employés), selon la CGT, qui dénonce « les délocalisations décidées par la direction et encouragées par les clients Alstom et SNCF ».

TRÈS FAIBLE BONUS-MALUS

Seules 18 000 entreprises sont concernées, dès jeudi, par la mise en place du bonus-malus censé sanctionner les abus de recours à des contrats courts, système prévu dans la réforme de l'assurance-chômage de 2021. La hausse des cotisations ne s'abattra que sur un tiers d'entre elles.

VENDANGES SAUVAGES CHEZ LVMH

La Confédération paysanne a organisé, dimanche, des vendanges au château d'Esclans, détenu selon elle par le géant du luxe à La Motte-en-Provence (Var), pour protester contre « l'accaparement du foncier agricole » par le jeu des parts financières de sociétés propriétaires de terres agricoles.

Les tarifs de l'énergie explosent et le gouvernement bricole



ÉLECTRICITÉ

Guerre en Ukraine, convalescence du parc nucléaire français : face à l'emballement historique du marché de gros de l'électricité, Matignon et Bercy tempèrent, et annoncent des mesures en faveur « des plus fragiles ». La CGT, elle, exige la sortie du marché.

NOUVEAUX RECORDS POUR LES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ EN FRANCE

Prix de gros de l'électricité pour une livraison en 2023 sur le marché de référence*, en euros par MWh



* European Energy Exchange (EEX)

Sources : Bloomberg, AFP, valeurs à la clôture, sauf le 26 août à 11 h 15 GMT (France)

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

Les chiffres donnent le vertige. Sur le marché de gros de l'énergie en Europe, les prix de l'électricité s'envolent littéralement. Vendredi, c'est à plus de 1 000 euros du KWh (contre 85 euros l'an passé et 50 euros en moyenne les années précédentes) que s'échangeait l'électricité livrable en 2023 en France. Du jamais-vu.

Côté diagnostic, si la gravité de la crise énergétique s'explique par la raréfaction des flux de gaz russe depuis le début de la guerre en Ukraine, l'argument géopolitique ne saurait être le seul qui vaille. En France, l'état du parc nucléaire, dont 32 des 56 réacteurs sont actuellement à l'arrêt,

dégrade significativement les perspectives de production d'EDF. L'énergéticien, qui avait déjà revu à la baisse en février ses estimations de production nucléaire pour 2023 (fixée entre 300 et 340 TWh pour 2023 contre 340 à 370 estimés précédemment), a fini par concéder, en fin de semaine dernière, que son niveau réel de production n'atteindrait « probablement » que la fourchette basse de cette prévision. Dans la foulée, l'entreprise publique a même annoncé que la mise à l'arrêt pour des problèmes de corrosion de quatre de ses réacteurs serait « prolongée de plusieurs semaines » cet automne. Un contexte chaotique qui

fait enrager Sébastien Menesplier. « On joue avec l'électricité en Bourse, on spéculé avec un bien de première nécessité », dénonce vivement le secrétaire général de la CGT mines-énergie (FNME-CGT), avant d'exiger de l'État qu'il se « préoccupe plutôt de l'accès de toutes et tous à l'énergie au moindre coût, de faire vivre le service public et de veiller au bon entretien des réseaux, des centrales ».

Car, côté remède, c'est en effet le grand cafouillage. Alors que des dizaines de milliers de consommateurs ont d'ores et déjà vu leur facture doubler, ou même leur contrat résilié par certains fournisseurs privés, Élisabeth Borne, ■■■

prise de court, a assuré dimanche (dans les colonnes du *Parisien*) que l'exécutif n'allait « pas laisser les prix de l'énergie exploser » pour les ménages. Son ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a quant à lui tenté de rassurer, s'engageant à ce que la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité en 2023 soit « contenue ». Pourtant, si la crise énergétique a débuté à l'automne dernier, le bouclier tarifaire, mis en place pour juguler l'explosion des factures, s'arrêtera « fin 2022 », confirme le gouvernement. « Nous garderons des dispositifs pour amortir les prix de l'énergie », a assuré la première ministre, évoquant des « dispositions spécifiques pour accompagner les plus fragiles ». En détail, « pour les ménages les plus modestes, il y aura des chèques énergie », a précisé Bruno Le Maire. Une mesure déjà en vigueur cette année. « Dans ce grand marché de dupes, les usagers ne trouvent pas leur compte », objecte Sébastien Menesplier, « tour à tour attirés chez les fournisseurs "alternatifs" à coups de tarifs alléchants, ou renvoyés chez EDF quand le marché s'emballe. »

LA FRANCE CONTINUE D'ACCUMULER DU RETARD SUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS

Pour soutenir les entreprises, qui ne bénéficient pas du bouclier tarifaire au même titre que les particuliers, Bercy a annoncé une simplification de l'accès à certaines subventions, sans plus de détail. Pour le reste, le gouvernement en « appelle » à la solidarité des entreprises entre elles. Il faut que « les entreprises du tertiaire soient conscientes que les

industriels, aujourd'hui, font face à des augmentations massives (...) et que, par leurs économies, elles peuvent permettre à ces industriels de continuer à travailler », a déclaré Agnès Pannier-Runacher. Enfin, au chapitre de la sobriété et de la baisse de la consommation – plébiscitées, y

32

des 56 réacteurs du parc nucléaire sont à l'arrêt, ce qui dégrade significativement les perspectives de production d'EDF.

compris à l'échelle européenne –, la France continue d'accumuler du retard sur la rénovation énergétique des bâtiments. Samedi, Élisabeth Borne a donc annoncé la « mise en place d'un fonds vert doté de 1,5 milliard d'euros à destination des collectivités pour les aider dans l'accélération de leur transition ». Une partie de cette enveloppe devrait être allouée à la « rénovation des bâtiments publics ».

À l'empilement de mesures ciblées et à la politique du carnet de chèques, la CGT – qui rappelle que 6,2 millions de foyers seront touchés par la précarité énergétique en 2022 et qu'à chaque augmentation de 10 % des prix de l'énergie, 400 000 personnes les rejoignent – oppose un levier simple que le gouvernement, pourtant, refuse obstinément d'actionner : la sortie de l'énergie des logiques de marché. « La seule solution est le retour à un véritable service public. Il faut prendre conscience qu'au même titre que celui de l'eau ou de la santé, le service public de l'énergie a besoin d'être renforcé, développé », explique Sébastien Menesplier.

Entre crise d'approvisionnement et explosion des prix, l'hiver, qui approche à grands pas, promet d'être compliqué. Face à l'urgence, « il faut retrouver des tarifs réglementés les plus bas possible », insiste le syndicaliste. Et pour ce faire, « il convient au minimum de commencer par baisser, immédiatement, la TVA à 5,5 % ». ■

MARION D'ALLARD



Des préavis de grève ont été lancés à Pau, Lille (ici Wattrelos) et Nantes. PIERRE ROUANET/LA VOIX DU NORD/MAXPPP

Avis de tempête sur les transports en commun

MOBILISATIONS Comme ceux des transports scolaires, les salariés des réseaux de bus, de métro ou de tramway souffrent de salaires indigents et de conditions de travail déplorables.

À Pau dans les Pyrénées-Atlantiques, la coupe est pleine pour les 350 salariés du réseau de transports en commun. La CGT de la Stap a listé leurs griefs : « Dégradation des conditions de travail », « amplification du manque d'attractivité pour le métier de conducteur », « très grande difficulté à maintenir un effectif suffisant à la hauteur du service public »... Le syndicat vient donc de lancer un préavis de grève à compter du jeudi 1^{er} septembre.

DES MÉTIERS DÉPRÉCIÉS

Deux jours plus tard, leurs homologues de l'agglomération de Lille (Nord) devraient entrer à leur tour dans la lutte, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC. Eux aussi souffrent des mêmes maux : salaires faibles, conditions de travail détériorées, sous-effectif chronique. À Nantes (Loire-Atlantique), la CGT, SUD et FO ont émis une alerte sociale, coup de semonce avant une mobilisation d'ampleur des travailleurs de la Semitan, si la direction de cette société d'exploitation du réseau de transports publics ne propose pas du consistant lors de la négociation de ce lundi sur les niveaux de salaires, les conditions

de travail et sa désorganisation, les effectifs...

Les transports scolaires ne sont pas seuls dans la panade. Derrière l'expression valise de « pénurie de personnel », c'est l'ensemble des transports publics qui est en train de craquer. « Voilà des années que le métier de conducteur est déprécié. Auparavant, travailler tous les jours de la semaine et en horaires décalés était valorisé car il y avait des compensations : salaires, primes, accès à des logements réservés... Tout cela est fini et de moins en moins de personnes sont prêtes à travailler dans ces conditions », décrit Ronan Gilbert. Pour le secrétaire de la CGT Semitan, l'explication tient en trois mots : mise en concurrence. « Les renégociations régulières des délégations de service public des transports en commun ont eu pour effet de comprimer les rémunérations, la masse salariale étant l'élément le plus simple à toucher pour faire des offres toujours moins chères aux collectivités. »

UNE PÉNURIE DE CHAUFFEURS

Les sociétés gagnantes de ces appels d'offres ont le chic pour trouver des économies chocs. À Pau, un système de double grille salariale fait que les nouveaux conducteurs sont moins payés que ceux déjà présents. À Lille, c'est la parodie

de négociation annuelle sur les salaires de juin et le petit + 2,25 % d'augmentation collective qui soulèvent la colère, d'autant que le contrat qui lie Keolis à l'autorité organisatrice des mobilités assure une subvention forfaitaire à l'exploitation qui tient compte de l'inflation (actuellement à 7 %). « La direction n'a même pas à puiser dans ses fonds propres pour que nos salaires ne soient plus diminués par le coût de la vie ! s'indigne Mohamed Farhi, de la CGT Ilévia, société exploitante du réseau, propriété de Keolis. Cet argent public devrait revenir aux salariés. Ce que fait Keolis est immoral. Les décideurs politiques ne peuvent plus fermer les yeux sur la politique sociale de l'entreprise, qui a pour conséquence un taux d'absentéisme de 18 %... »

Certaines sociétés de transport public ont élevé la pause de rustines au rang d'art. À Nantes, la Semitan récupère deux lignes qu'un sous-traitant ne peut plus tenir, puisqu'il a transféré ses chauffeurs pour renforcer l'offre de transport scolaire. À Bordeaux (Gironde), Keolis diminue la cadence des tramways et bus de la TBM pour masquer la pénurie de chauffeurs. Et certaines sociétés sont passées maîtres dans l'emploi d'intérimaires en cas de lutte sociale. ■

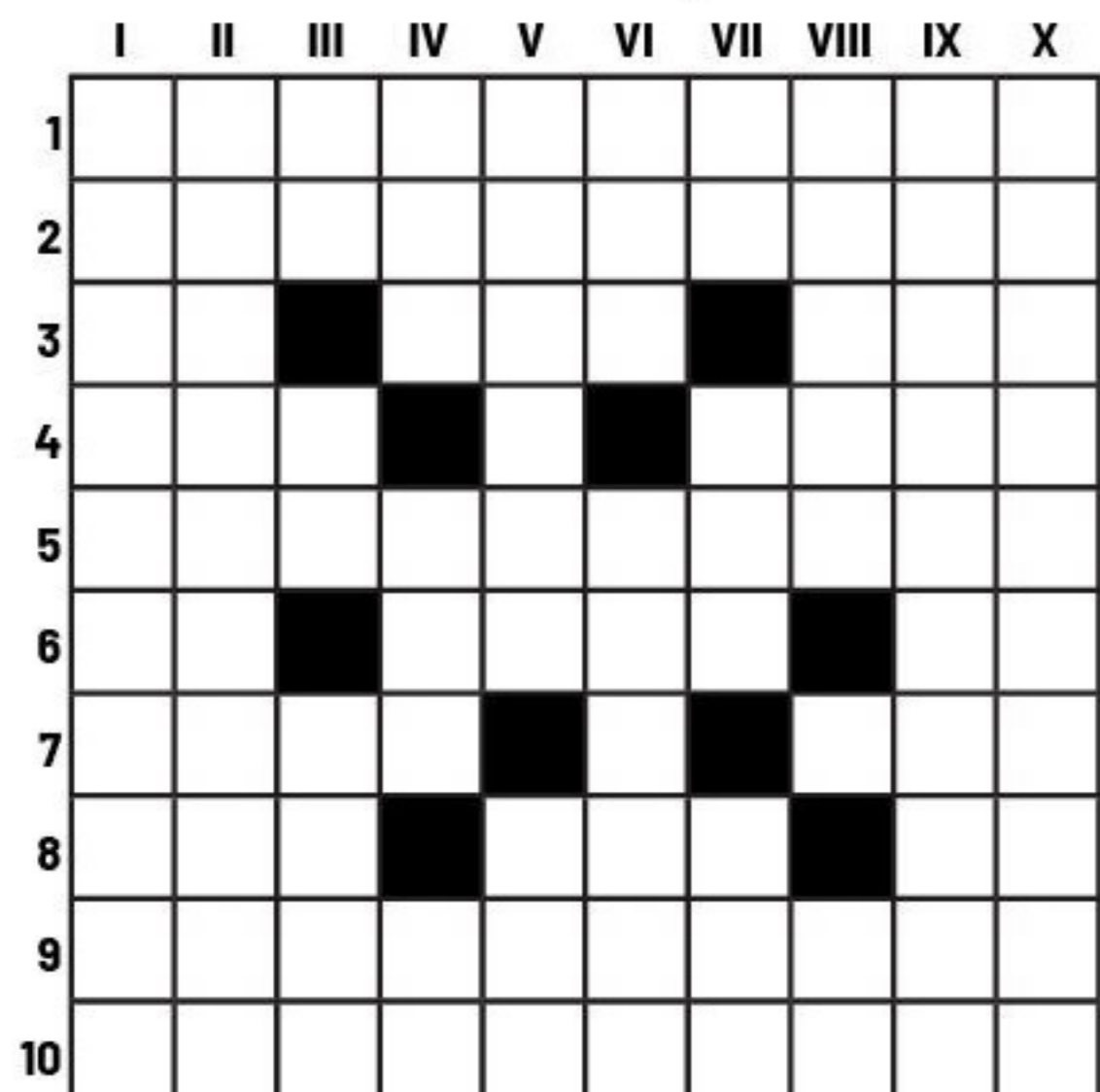
STÉPHANE GUÉRARD

RDV À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ



Samedi 10 septembre, à 13 h 30, au Forum social, assistez au débat sur la « tarification de l'énergie, son accessibilité pour les particuliers et les entreprises... »

MOTS CROISÉS N° 23 511 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Désigna à l'attention bienveillante. 2. Porterais un jugement approximatif sur le prix. 3. Pronom démonstratif. Et le reste. Symbole chimique de l'actinium. 4. Dans la vallée du Fergana. Lutte japonaise. 5. Adeptes de la religion islamique. 6. Qui est à moi. Viens au monde. Travaux publics. 7. Belles saisons. Qualifié. 8. Lit de Moïse. Titre anglais. Symbole de l'argon. 9. Champignon des prés. 10. Fards.

VERTICALEMENT

I. Reprit tout à zéro. II. Rejet de matières nuisibles. III. Ensemble des pulsions inconscientes. Hors service. Nommât à une fonction. IV. Cri d'arène. Souvent avant les autres. Mesure en Asie. V. Amputa. Aride. VI. Gonze. Entre benjamin et cadet. VII. Argon. Blutoir. Métro régional. VIII. Et toc. Seul. Symbole du logarithme népérien. IX. Relative au diamètre. X. Cellules reproductrices de certains champignons.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Recommanda. **2.** Évaluerais. **3.** Ça. Etc. **4.** Och Sumo. **5.** Musulmanes. **6.** Ma. Nais. TP. **7.** Étés. Pro. **8.** Nil. Sir. Ar. **9.** Coullemelle. **10.** Anticernes. **VERTICALEMENT. 1.** Recommença. **II.** Évacuation. **III.** Ça. H. S. **IV.** Oïé. Uns. **V.** Mufi- la. **VI.** Mec. **VII.** Ar. Sas. R. E. R. **VIII.** Na. Un. Ln. **IX.** Diamétrale. **X.** Ascospores.

PIF D'après C. Arnal



L'Humanité

Fondateur Jean Jaurès
Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés
Tél.: 01 55 84 40 30
E-mail: relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.
Tél.: 09 67 32 09 34.
E-mail: oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance.
Silvère Magnon, président
Tél.: 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél.: 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél.: 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel
Conseil de surveillance Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux l'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité; l'Association des diffuseurs de l'Humanité. Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du jeudi 25 août 32 817 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 80% ou 100% de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation Ptot: 0,01 kg/tonne.



OFFRE SPÉCIALE ÉTÉ - 20 %
SUR LA FORMULE D'ABONNEMENT COUPLÉ INTÉGRAL
Accès illimité au site et aux éditions numériques

37€
par mois
sans engagement



Formule « Couplé-Intégral »

Le quotidien et le magazine livrés chez vous + vos journaux au format numérique dès 22 h, la veille de leur parution + un accès illimité à l'Humanité.fr

Par prélèvement mensuel : 37 € / mois au lieu de 45,90 € Par chèque à l'ordre de l'Humanité : 425 € au lieu de 529 € pour un paiement comptant

NOM*
PRÉNOM*
ADRESSE

CODE POSTAL
VILLE
TÉLÉPHONE*
E-MAIL*

Je souhaite recevoir les newsletters et les offres de l'Humanité

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA - JOURNAL L'HUMANITÉ IMMEUBLE CALLIOPE, 5, RUE PLEYEL 93528 SAINT-DENIS CEDEX ICS : FR15ZZZ421690

RÉF. UNIQUE DU MANDAT (NE PAS REMPLIR)

PAIEMENT* RÉCURRENT** € PONCTUEL €

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire*

BIC - Code international d'identification de votre banque*

FAIT À* LE* SIGNATURE*



À RENVoyer REMPLI ET ACCOMPAGNÉ D'UN CHÈQUE À L'ORDRE DE L'HUMANITÉ OU DU MANDAT DE PRÉLÈVEMENT À : L'HUMANITÉ - SERVICE DIFFUSION - 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE - 37550 SAINT-AVERTIN

* Informations obligatoires ** Cocher « Récurrent » dans le cas d'un prélèvement régulier et indiquer la somme prélevée.

Les informations que vous nous communiquez sont nécessaires au traitement de votre abonnement. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant en adressant un courrier à l'Humanité, Service des abonnements, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel, 93258 Saint-Denis Cedex. Elles ne pourront pas être cédées à des organismes extérieurs.

En signant ce formulaire vous autorisez l'Humanité à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions de l'Humanité. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Offre réservée aux nouveaux abonnés individuels, valable jusqu'au vendredi 02 septembre 2022. Tarifs garantis pendant 1 an.



Pour ses révélations publiées en 2010 concernant des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan, le journaliste est sous le coup de 17 chefs d'accusation d'espionnage par Washington. PETER NICHOLLS/REUTERS

Assange attaque les abus de procédure

LIBERTÉ DE LA PRESSE En Grande-Bretagne, les avocats du journaliste australien ont déposé, samedi 27 août, un appel contre son extradition aux États-Unis. Ils dénoncent les persécutions dont est victime le cofondateur de WikiLeaks.

Une nouvelle étape dans la bataille judiciaire a débuté ce samedi. L'équipe juridique de Julian Assange qui avait jusqu'à la fin du mois pour faire appel contre la demande d'extradition, par les États-Unis, du cofondateur de WikiLeaks, a déposé un recours auprès de la Haute Cour britannique. Il ne porte plus sur les aspects techniques. Cette fois, les avocats ont décidé de s'attaquer au caractère abusif des procédures: «*Julian Assange est poursuivi et puni pour ses opinions politiques.*» Les motifs de l'appel visent clairement les autorités états-uniennes et britanniques, dont la ministre de l'Intérieur Priti Patel qui a approuvé en juin l'extradition du journaliste, et doivent être désormais validés par les juges britanniques.

« TRAITEMENTS CRUELS INHUMAINS OU DÉGRADANTS »

La volonté est d'établir la persécution subie par l'Australien de 51 ans, privé de liberté et en détention depuis le 7 décembre 2010. Inculpé de 17 chefs d'accusation d'espionnage par Washington pour ses révélations publiées en 2010 concernant des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan par les armées américaine et britannique, ce dernier risque jusqu'à 175 années de prison. «*Des preuves accablantes ont émergé prouvant que les poursuites américaines contre mon mari sont un abus criminel. Les juges de la Haute Cour vont maintenant décider si Julian a la possibilité de porter l'affaire contre les États-Unis devant un tribunal public, et dans son intégralité, lors de l'appel*», a réagi Stella Assange. L'avocate, par ailleurs épouse du journaliste, a également rappelé son état de santé préoccupant, alors que Julian Assange est enfermé depuis trois ans dans la prison de haute sécurité de Belmarsh. Divers rapports médicaux ont conclu à un véritable risque pour sa vie en restant en prison et à la possibilité d'un suicide. Les Nations unies, via leur rapporteur spécial

sur la torture, Nils Melzer, avaient déjà dénoncé en 2020 « une détention arbitraire, une exposition à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants ».

Malgré les nombreuses violations des conventions internationales, l'aspect purement juridique a pris le dessus sur le fond, depuis le début du procès pour son extradition en Grande-Bretagne. Antoine Vey, avocat français de Julian Assange, déplore que « la stratégie des administrations américaines successives et de leurs équipes juridiques fonctionne. Elles essayent de maintenir l'affaire sur des questions techniques, pour rendre complexe la compréhension du dossier et que les gens se désintéressent et se démobilisent. Mais Julian Assange est bien poursuivi et persécuté pour ses révélations. Il s'agit bien d'un dossier éminemment politique, qui vise un journaliste ».

Dans cette procédure, ils peuvent désormais compter depuis le 25 août sur l'appui de la haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme, Michelle Bachelet. À Genève, elle a rencontré les avocats de Julian Assange, Baltasar Garzon, Aitor Martinez et Stella Assange. Elle interpelle sur le fondement de la procédure qui s'attaque à la liberté d'information : « Un journaliste est poursuivi pénalement pour avoir publié des informations véridiques concernant les crimes internationaux graves commis par l'armée américaine. » L'autre remarque faite par Michelle Bachelet porte sur « l'extraterritorialité abusive déployée par les États-Unis », qui persécutent « un journaliste étranger qui a publié à l'étranger et qui n'a aucun lien avec (leur) juridiction ». Sur l'extradition aux États-Unis qui a été validée par la justice et le gouvernement britanniques, la haut-commissaire a un avis bien différent. Comment imaginer transférer aux États-Unis Julian Assange alors que des

agents de la CIA – une agence américaine – avaient planifié son enlèvement et même son assassinat à l'ambassade d'Équateur, à Londres, entre 2017 et 2019 ?

À l'époque, les services de renseignements des États-Unis avaient mis sur écoute l'ambassade par la voie de l'entreprise de sécurité espagnole Undercover Global. Cette opération va être également jugée. Les avocats du journaliste ont déposé plainte le 15 août contre la CIA et son ancien directeur Mike Pompeo pour violation d'un droit constitutionnel : la protection des conversations privées. « Depuis un an et demi, un certain nombre d'éléments (écoutes, tentatives d'assassinat) lèvent le voile sur une forme de vendetta médiatico-politique contre le cofondateur de WikiLeaks. Des enquêtes indépendantes, des organismes internationaux ont dénoncé ces actes illégaux. Ces crimes doivent servir à mobiliser davantage pour que la pression émise par les États-Unis sur les

juges britanniques se retourne contre Washington et son administration. Il faut aboutir désormais à un consensus politique », estime Antoine Vey. La lutte pour sa libération se poursuit. Un rassemblement est prévu devant le Parlement britannique le 8 octobre. ■

« Des éléments lèvent le voile sur une vendetta médiatico-politique. »

ANTOINE VEY, AVOCAT

VADIM KAMENKA

RDV À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ
Dimanche 11 septembre, à 16 h 15, à l'Agora, assistez à l'entretien de la rédaction avec Stella Assange, avocate et compagne de Julian.

Plus de 1 000 morts au Pakistan

INONDATIONS Un nouveau déluge provoqué par les crues des rivières a commencé à s'abattre sur le sud du Pakistan. Car l'Indus, le fleuve qui traverse notamment la province du Sindh, alimenté par des dizaines de rivières et de ruisseaux de montagne sortis de leur lit à la suite de pluies record et de la fonte des glaciers, ne cesse de grossir et de menacer les 500 000 habitants. Plus d'une centaine de personnes sont mortes en quelques heures, dimanche, victimes des inondations. Mais le bilan humain s'élève déjà à plus de 1 000 morts, selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes (NDMA) publié ce dimanche. Plus de 33 millions de personnes sur 200 millions de Pakistanais ont subi ces intempéries et un million de maisons ont été détruites ou gravement endommagées, selon le gouvernement. Face à cette « catastrophe d'une rare ampleur », selon la ministre du Changement climatique, Sherry Rehman, le gouvernement a décrété l'état d'urgence, vendredi, et mobilisé l'armée. Ces intempéries sont comparables à celles qui avaient frappé le pays en 2010. À l'époque, le bilan avait été de 2 000 morts et près d'un cinquième du pays submergé par les pluies de mousson entre juin et septembre. ■

V. K.

ESPACE COLLECTIVITÉS

LE RENDEZ-VOUS PROFESSIONNEL AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS

JEUDI 8 SEPTEMBRE

- 10h30 - 12h
Forum Tignous
La ville, nouveau territoire d'industrie ?
- 14h30 - 16h
Forum Tignous
L'Essonne : une terre d'avenir au cœur des enjeux de développement économique et environnemental
- 16h30 - 18h
Forum Tignous
Energie, eau, déchets, quelles synergies pour relever les enjeux sociaux et environnementaux ?

DEMANDEZ VOTRE BADGE www.espace-collectivites.com

38^{ÈME} ÉDITION
8/9 septembre BRÉTIGNY SUR-ORGE LE PLESSIS-PÂTE BASE AÉRIENNE 217

200 exposants
6 débats

Au programme

VENDREDI 9 SEPTEMBRE

- 10h - 11h
Atelier mini-conférence
Insertion professionnelle durable : quels leviers disposent les collectivités territoriales pour générer de l'emploi ?
- 11h - 12h30
Atelier mini-conférence
Banlieues, Villes populaires : un besoin d'Égalité !
- 14h30 - 16h
Forum Tignous
Des villes au service de l'humain et de l'environnement : Imaginer et construire la ville résiliente ?
- 16h30 - 18h
Forum Tignous
Le transport en milieu urbain, un enjeu social et environnemental

L'amour gazeux de la France pour l'Algérie

DIPLOMATIE À l'issue de son voyage, Emmanuel Macron et son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, ont acté la relance de liens bilatéraux. Alger pourrait augmenter ses livraisons d'hydrocarbures.

Le chef de l'État a trouvé une parade qu'il sert à toutes les sauces, s'agissant de l'histoire de la France et plus particulièrement de l'histoire coloniale : « *Ce n'est pas ma génération.* » Moyennant quoi, il s'autorise tout et – souvent – n'importe quoi. Lors de son déplacement officiel en Algérie qui s'est terminé samedi, il n'a pas pu esquiver la question du passé colonial et des rapports de la France avec l'Algérie. « *C'est une histoire d'amour qui a sa part de tragédie. Il faut pouvoir se fâcher pour se réconcilier !* » a-t-il asséné à la presse. Tout le monde avait en tête sa dénonciation de la « *rente mémorielle* » à l'automne 2021.

LA QUESTION MÉMORIELLE S'INSINUE DANS TOUS LES DOSSIERS

L'argumentaire macronien avait deux buts. D'abord, faire oublier les remarques de l'an passé. Il n'est pas certain que la décision prise, cette fois, de la formation d'une commission d'historiens algériens et français pour examiner « *sans tabou* » les archives des deux pays permette une rupture. Mais, comme l'a fait remarquer à l'AFP l'historien algérien Mohamed Arezki Ferrad, « *l'une des erreurs*



Le 27 août, à Alger. Le président français a été peu disert concernant les atteintes aux droits de l'homme pointées par les ONG de la diaspora algérienne. LUDOVIC MARIN/AFP

que commet la France en parlant des crimes du colonialisme, c'est qu'elle met sur un pied d'égalité son armée et le FLN, et ce n'est pas raisonnable ». Il s'agit surtout d'une incapacité ou plutôt un refus politique de Macron d'aller jusqu'au bout de ce qu'il affirmait, avec justesse, en 2017 : la colonisation est un « *crime contre l'humanité* ». À l'époque, il n'était alors que candidat à la présidence...

Cette question mémorielle s'insinue pourtant dans tous les autres dossiers, y compris celui concernant les visas. Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune ont ouvert la voie à un assouplissement du régime de visas accordés à l'Algérie, en échange d'une coopération accrue d'Alger dans la lutte contre l'immigration illégale. Or, la conception de la France macronienne s'inscrit dans une vision néocoloniale des rapports avec les pays de la rive sud de la Méditerranée. Mais il faut parfois composer. C'est ainsi que, interpellé avant son voyage par des ONG de la diaspora algérienne, Emmanuel Macron se sera contenté de dire que « *tous les sujets* » ont été évoqués avec Abdelmadjid Tebboune, « *dans le respect de la souveraineté algérienne* ».

Et même si l'Élysée s'en défend, ce voyage s'inscrit dans une recherche de diversification des importations d'énergie (de gaz) depuis la guerre en Ukraine. À ce titre, l'Algérie est un partenaire indispensable tout comme dans le contexte stratégique de la situation au Sahel et du récent retrait militaire français du Mali. Paris veut s'appuyer sur Alger mais tente de couper les liens de cette dernière avec Moscou, premier fournisseur d'armes et un acteur de poids dans la région. Macron a même appelé, vendredi, les jeunes Algériens et Africains à « *ne pas se laisser embarquer* » par « *l'immense manipulation* » de « *réseaux* » téléguidés « *en sous-main* » par des puissances étrangères qui présentent la France comme « *l'ennemie* ». Il a nommé la Turquie, la Russie et la Chine, leur attribuant un « *agenda d'influence, néocolonial et impérialiste* ». Paroles d'expert. ■

PIERRE BARBANCEY

La Base 217 (91)

La Fête de l'Humanité

9 • 10 • 11 Septembre 2022
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE POUR LES LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ

39€ LES 3 JOURS

Veillez bien remplir ce bon, toutes les informations sont nécessaires. Attention, les photocopies de ce bulletin ne seront pas acceptées.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile Pass 3 jours x 39 € = € (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :

L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité
5, Rue Pleyel
93528 Saint-Denis Cedex

« C'est en premier lieu une question de cœur »

SURF Dans les années 1970, il fut le premier à dompter l'horrible broyeur qu'est la vague de Banzai Pipeline à Hawaï. Gerry Lopez est une légende.

À plus de 70 ans, l'homme a eu plusieurs vies. Surfeur, acteur – notamment dans *Conan le Barbare* – et enfin maître yogi. Il ne manquait plus qu'à réaliser un documentaire digne de son œuvre. C'est chose faite avec *The Yin and Yang of Gerry Lopez*, de Stacy Peralta, que Mr Pipeline présentera à Paris lors du Surf & Skateboard Film Festival, du 22 au 25 septembre.

Qu'est-ce que cela veut dire pour vous d'être un surfeur. Est-ce une manière de vivre, une façon d'imaginer sa vie ?

Tu as envie d'être comme l'océan, de faire corps avec lui. À force d'être dans l'eau, tu penses chaque jour un peu plus à ces vagues que tu as envie de dompter. C'est là que tu commences à te questionner sur le but de tout cela. Est-ce que je comprends tout ce qui se passe ici ? Qu'est-ce qui se passe en moi, pour moi ? Le surf t'apporte tout cela au fil des années. Quand je repense à ma pratique, je me dis que les 20 premières années étaient le passage obligé et initiatique nécessaire pour comprendre, me comprendre. Toutes ces années m'ont été nécessaires pour savoir si j'aimais vraiment

cela. Quand j'ai eu passé ce cap, c'est là que j'ai commencé à comprendre les leçons que le surf m'avait enseignées. Le surf, plus que le côté physique ou mental est en premier lieu une question de cœur.

Vous êtes aussi maître yogi. Que vous a apporté le yoga dans votre pratique sportive ?

Pour moi, à ce moment de ma vie, je ne sais pas encore si cela m'a vraiment aidé à être un meilleur surfeur, mais cela m'a permis de me poser des questions sur ce qu'est la vie en général. J'ai compris avec le temps que le yoga possède les réponses à toutes les grandes questions que l'on peut se poser sur notre existence. C'est une pratique très ancienne qui est empliée d'une expérience millénaire donc le yoga vous enseigne nombre de vérités acquises avec le temps.

Tout le monde dit que vous êtes l'homme qui a changé radicalement la manière de surfer au début des années 1970. Qu'en pensez-vous ?

Oh, s'il vous plaît (il baisse les yeux), ceci est une exagération. Je suis devenu surfeur au moment où tout changeait. Le matériel, avec la création de plus petites planches,

ENTRETIEN



Sorti cet été, le documentaire *The Yin and Yang of Gerry Lopez*, de Stacy Peralta rend hommage à la légende surnommée Mr Pipeline. GLENN YOZA/CSM/REX/SHUTTERSTOCK/SIPA

plus agressives, plus légères et plus maniables, a permis de surfer sur des vagues que l'on ne pouvait prendre auparavant, notamment Banzai Pipeline sur la côte nord (North Shore) d'Oahu (Hawaï). Les nouveaux matériaux utilisés ont tout changé aussi. Avant cela, le surf était réservé à une toute petite catégorie d'individus. Les planches étaient en bois, très lourdes, difficiles à bouger dans l'eau. De fait personne n'était intéressé par ce sport. Avec cette légèreté trouvée dans les matériaux et ces formes de planches plus adaptées, beaucoup plus de gens s'y sont mis dont de nombreuses femmes. D'un coup le surf est devenu très populaire. Il y a eu les magazines, les films, toute une industrie s'est créée autour. En fait, tout cela pour dire que j'ai été la bonne personne au bon endroit et au bon moment. Pour Pipeline, je fabriquais moi-même mes planches en fonction de cette vague si destructrice et où il y était question parfois de survie.

Quels sont meilleurs et les pires souvenirs que vous gardez de toute cette période ?

Au-delà du surf, c'est d'abord tous les gens que j'ai pu rencontrer à cette époque et avec qui je suis resté ami depuis le temps. Quant au pire souvenir, je n'en ai pas, si ce n'est qu'aujourd'hui, à plus de 70 ans, je ne peux plus faire ce que je faisais avant. Je ne suis plus au même niveau. Mais, comme on dit en Français : « C'est la vie ! » On a toujours le sentiment que cela arrivera plus tard, mais cela vient beaucoup plus vite qu'on ne le croit.

Quel regard portez-vous sur la pratique du surf aujourd'hui, qui est de plus en plus radicale et s'inspire d'autres disciplines de la glisse comme le skateboard ?

Tout change et c'est normal, c'est la vie, non ? Skateboard, windsurf, stand up paddle, foil... toutes ces disciplines sont très intéressantes et je les ai pratiquées ou je les pratique. Mais il ne faut pas oublier une chose, elles viennent toute du même sport : le surf. Il est la mère de tout cela. Ces sports ont aujourd'hui leur propre histoire et les jeunes peuvent grandir avec ces nombreux choix. C'est tant mieux !

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ÉRIC SERRES

« Skateboard, windsurf, stand up paddle, foil... ces disciplines viennent toute du surf. »

COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO

LUNDI à Vincennes ● R1 ● 1^{re} course à 13h50 ● Attelé ● Niveau D ● 15 partants-Autostart ● 2.100 mètres ● Corde à gauche ●

LE BON FAVORI : HARLEQUIN

L'OUTSIDER REPÉRÉ : HUBBLE DU VIVIER

BASES

5. HISTOIRE DE L'ART
3. HARLEQUIN
11. HUBBLE DU VIVIER
1. HOUSTON PAJÉLO

CHANCES

12. HIGUAIN DE LOU
6. HISTOIRE D'UNA
14. HACIENDA DESBOIS
2. HARMONISTA

NOTRE CHOIX POUR LE QUINTÉ

MARDI à Dieppe ● Galop R1 ● 1^{re} course à 13h50 ● Plat ● Handicap ● 16 partants ● 1.100 mètres ● Ligne droite ●

LE BON FAVORI : SHALGODA DIAMOND

L'OUTSIDER REPÉRÉ : MILORD'S SONG

BASES

8. SHALGODA DIAMOND
3. MILORD'S SONG
15. AL ULA
5. MUBAALLEGH

CHANCES

14. FLEUR DE BAILEYS
1. BAILEYS BLUES
4. TUDO BEM
16. GAMGOOM

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

- www.humanite.fr
- facebook.com/humanite.fr
- twitter.com/humanite_fr
- linkedin.com/company/lhumanite
- Compte lhumanitefr sur Instagram



« Pour se libérer, il faut s'autoriser à bousculer les règles »

BD Dans une nouvelle série humoristique, **Nadja** s'attaque aux dieux de l'Olympe alors que se prépare une rétrospective de son œuvre à Bordeaux dans le cadre du festival Gribouillis. Depuis sa découverte de Picasso, elle revendique le dessin comme un espace d'expérimentations.

En 1989, *Chien bleu*, un récit en pleine page et à la gouache, constituait une révolution dans le monde de la littérature jeunesse. Depuis, Nadja, la soixantaine, a signé une centaine de livres pour enfants comme pour adultes et partage son temps entre la peinture, l'écriture, l'illustration et la BD. Son dernier roman graphique, *le Fil d'Ariane*, explorait, sur la trame d'une enquête intime, les mystères du labyrinthe et la tragédie de l'héroïne trahie par Thésée après avoir elle-même trahi les siens. D'un ton plus léger, *Aphrodite* retrace le destin tumultueux de la déesse de l'Amour.

Pourquoi la mythologie occupe-t-elle une telle place dans votre œuvre ?

Ça vient sans doute de mon enfance. Mon père nous lisait tout ce qui pouvait caresser notre imaginaire. C'était notre fournisseur attitré de contes de fées, de mythologie, de légendes. Les mythes grecs m'ont toujours fascinée dans leur manière de décrire les caractères et les relations humaines. Confrontés à leurs contradictions, les dieux se laissent facilement piéger comme des humains. Leurs super-pouvoirs sont des armes psychologiques.

Sur quelles sources vous appuyez-vous pour réécrire ces mythes ?

J'ai beaucoup de respect pour les mythes. Quand j'adapte ce type de récit, je m'appuie sur l'histoire telle qu'elle a été transmise. Je me documente pour connaître les différentes versions, mais je reviens toujours aux *Mythes grecs*, de Robert Graves, qui traite avec sérieux et humour tous ces personnages mythiques en les rendant si présents qu'ils deviennent de vraies personnes et pourraient très bien vivre à notre époque.

Pourquoi avoir choisi Aphrodite ?

Dans la mythologie, Aphrodite est une déesse qui prend de multiples formes. J'ai choisi de m'attacher à ses principaux

traits de caractère. Elle est toujours très contente d'elle. Ce n'est pas une fanatique du pouvoir, mais, sur le terrain de la beauté et de la séduction, elle veut régner sans partage. Il ne faut pas remettre en question sa féminité. C'est aussi sa fragilité.

N'est-elle pas une caricature du modèle patriarcal de la féminité ?

Je reprendrai l'hypothèse formulée par Robert Graves. Pour lui, la mythologie grecque raconterait la prise du pouvoir des hommes sur les femmes. Dans cette nouvelle configuration, Zeus se retrouve au sommet et Aphrodite joue avec les règles en place. Ce n'est pas une Artémis, qui déclare que les femmes n'ont pas besoin des hommes. Elle est à l'image de certaines femmes, y compris des féministes, qui emploient les stratagèmes du système patriarcal pour obtenir leur petit bout de pouvoir.

Vous considérez-vous comme féministe ?

Je suis contre toutes les formes d'injustice. Le féminisme, c'est d'abord une décision de prendre en compte la féminité. Le problème, c'est que la tradition patriarcale a donné aux hommes et aux femmes le même fantasme, si bien que tout cela explose aujourd'hui. Mais les femmes ne valent pas mieux que les hommes. Le combat n'est pas seulement une histoire de genre. Une large majorité de l'humanité est abusée par une minorité. Quand les femmes ont moins de droits que les hommes, les combats pour la justice se croisent.

Dans votre roman graphique *Ô cruelle*, vous dites que les femmes doivent « s'autoriser à créer ». Dans quel sens ?

J'ai beaucoup lu sur les femmes peintres de la fin du XIX^e siècle pour faire *les Filles de Montparnasse* et j'ai été frappée, car, à cette époque, même les plus douées ne mettaient jamais en question l'ordre établi. Comme si, en faisant de la peinture, alors qu'elles ont longtemps été exclues du monde de l'art, les femmes s'interdisaient de transgresser davantage. Ce conformisme est explicable



NADJA
Autrice, peintre
et illustratrice

sociallement et historiquement, mais je suis convaincue qu'il faut aller plus loin. Pour se libérer, il faut s'autoriser à bousculer les règles.

Comment vous autorisez-vous à créer ?

J'ai toujours dessiné, mais c'est à 13 ans en découvrant les dessins complètement libres de Picasso que j'ai eu un premier coup de foudre. Picasso s'autorisait tout. Dans les années 1980, j'ai essayé de nombreuses techniques, du fusain, du pastel, de la peinture à l'huile et même de la céramique. Je suis arrivée aux livres assez tard pour gagner ma vie. Pour moi, la peinture c'est

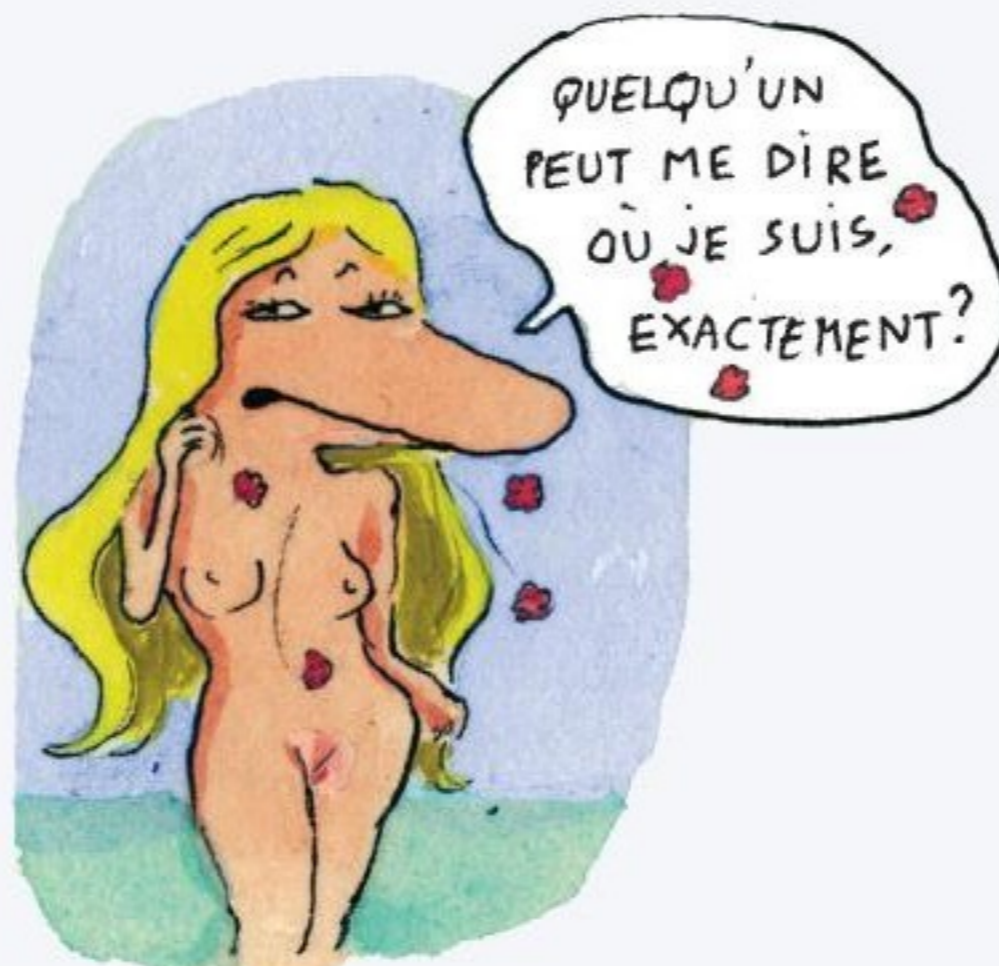
la liberté, un espace d'expérimentations sans but précis. Je n'ai de comptes à rendre à personne. Je me suis toujours tenue à l'écart du marché de l'art et je n'ai jamais voulu faire carrière. Pour mes livres, j'utilise des techniques plus narratives. Quand je peins, je me situe dans le moment présent, à un endroit où les choses se font. Je ne prends jamais de recul. Quand j'estime que la toile est finie, je m'assois à distance. C'est alors que je la découvre. Pour que je sois satisfaite, il faut que ça vibre, qu'il se soit passé quelque chose d'inattendu.

Entre la peinture et le dessin humoristique, vous avez développé deux styles graphiques à l'opposé. Comment passez-vous de l'un à l'autre ?

Ce sont deux approches différentes et le sujet dicte la manière dont je vais le traiter. Avec la peinture, je suis dans ce que je fais, je m'investis tout entière dans la matière. Les planches au trait et à l'aquarelle s'adressent à un autre public, plutôt enfantin. Je suis très à l'aise avec cette écriture graphique. L'inspiration est plus légère. Un récit humoristique tient principalement par les dialogues et les expressions de personnages caricaturaux, qui ne me posent aucun problème de ressemblance. Je les utilise comme des signes, car je ne veux pas être bloquée dans mon élan par la technique quand j'écris une séquence comique. Ce n'est pas la même charge émotionnelle que je projette dans la fabrication de mes pages à la gouache, qui sont comme des tableaux mouvants.

ENTRETIEN

Elle était d'une beauté
extraordinaire.



Entre un traitement de telenovela à la manière d'Aphrodite et les labyrinthes narratifs de vos romans graphiques, l'écriture aussi est très différente.

C'est mon secret désir de traiter toutes mes histoires comme des telenovelas ! Je suis une grande lectrice et j'aime particulièrement les romans policiers, être entraînée dans une histoire, même si l'intrigue se perd dans une errance, dans un questionnement sans réponse. Il suffit qu'un récit soit riche et creusé pour donner au lecteur la possibilité d'y penser. Pour moi, un bon romancier n'est pas celui qui rapporte des faits à la manière d'un journaliste avec des conclusions à tirer, c'est celui qui parvient à créer une présence aussi puissante que le réel. Ce n'est pas une réalité objective, figée, mais vivante, à l'opposé d'une vérité absolue. Depuis la préhistoire, l'art est une alternative à la religion, un antidogme. Comme la science, il se renouvelle sans arrêt. Les choses sont toujours contredites, revues. On le sait et ça fait partie de la recherche. Les grands artistes ou découvreurs sont toujours mis à mal parce qu'ils mettent au jour des choses qui ne sont pas reconnues comme vraies.

Finalement, tous vos récits tournent autour de la liberté, de cette tension entre le lâcher-prise et la prise de contrôle.

Tout artiste se retrouve sur cette ligne de crête, à cheval entre son histoire personnelle et la société, entre son inconscient et l'inconscient collectif, entre soi-même et les autres. Sans arrêt, tout ce qui semble opposé finit par former un tout. J'y pense très souvent, mais, plus je théorise, moins ça me satisfait.

« Depuis la préhistoire, l'art est une alternative à la religion, un antidogme. Comme la science, il se renouvelle sans arrêt. »

Quelle différence faites-vous entre vos livres pour enfants et ceux pour adultes ?

Je parle aux enfants avec le même sérieux que lorsque je m'adresse aux adultes. Voir des enfants jouer me fascine, j'écoute ce qu'ils se racontent avec leurs figurines. Ils inventent à partir de ce qu'ils ont vécu tout en étant conscients qu'ils manipulent des jouets. L'enfant d'une certaine manière est une caricature de l'artiste. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUCIE SERVIN

Exposition du 7 septembre au 2 octobre, à la bibliothèque Mériadeck de Bordeaux. Rens : <https://www.festivalgribouillis.fr>

Aphrodite, reine des bimbo

L'autrice s'est fait une spécialité du détournement des mythes et légendes. Dans des tons vifs, rehaussée de pastel, la caricature s'amuse de la petitesse des divinités.

Les Dieux de l'Olympe, t.1, Aphrodite, de Nadja, éd. Dupuis, 128 pages, 19 euros

Quand elle ne peint pas à la gouache des récits contrastés et pénétrants, Nadja anime d'un trait léger ses personnages à gros nez. Malgré les apparences, ces deux styles se nourrissent d'un même imaginaire et explorent aux racines des récits immémoriaux, dans le réservoir culturel de l'humanité. L'autrice s'est ainsi fait une spécialité du détournement des mythes et des légendes. Avec son frère, Grégoire Solotareff, elle illustre la série des *Anti-Contes de fées*. Seule, elle imaginait l'histoire de *l'Horrible Petite Princesse* ou encore d'hilarantes contrôleuses de contes : « les Sur-Fées ». C'est très naturellement qu'elle entreprend de réécrire l'histoire des dieux de l'Olympe, en reprenant un univers esquissé il y a trente ans dans deux livres illustrés et adaptés en épisodes de dessins animés. Les personnages sont les mêmes, mais leurs aventures se développent en bande dessinée.

UN UNIVERS IMPITOYABLE, DIGNE D'UNE VRAIE SITCOM

Dans ce premier tome consacré à Aphrodite, la déesse de l'Amour et de la Beauté métamorphosée en reine des bimbo débarque à Chypre en surfant sur son coquillage. Les mythes, transposés en dialogues contemporains, prennent vie sur la scène de ce petit théâtre visuel. Chaque chapitre projette un épisode marquant de la vie d'Aphrodite depuis sa naissance ou celle de son fils Éros, dont on ne connaît pas le père, pour révéler ensuite les dessous de son mariage arrangé avec Héphaïstos, le plus laid des dieux, les intrigues amoureuses liées à ses amants ou à la rivalité avec les autres déesses. Susceptible et vaniteuse, la belle Aphrodite, dont le charme irrésistible est garanti par sa ceinture magique, répond volontiers aux interviews de la presse people sur son lit rose bonbon, entourée de jolis cœurs.

L'ironie caustique de ces planches aux couleurs vives et rehaussées à l'aquarelle transporte dans une tonalité joyeuse les terribles embrouilles et coucheries des dieux de l'Olympe : un univers impitoyable, digne d'une vraie sitcom, où se confrontent les orgueils et les égoïsmes dans un festival de mesquineries, de trahisons, de jalousies et de revanches. La caricature s'amuse de la petitesse de ces divinités, de leurs travers si intemporellement humains. Avec Nadja, les dieux de l'Olympe nous redeviennent familiers. D'autres tomes suivront. Ça tombe bien, on en redemande. ■

L. S.

SÉRIE D'ÉTÉ PREMIERS ROMANS 6/10



BÉNÉDICTE ROSCOT

Fille d'immigrés polonais, **Kinga Wyrzykowska** entame un parcours universitaire brillant qui bifurque vers le théâtre, le cinéma et retourne vers la littérature.

À petits pas vers l'écriture

« **J'**ai eu un parcours très classique », confie Kinga Wyrzykowska, comme pour s'en défendre. Études littéraires, préparation des concours, agrégation. Et une thèse commen-

cée à Saint-Étienne sur les mémoires du cardinal de Retz et de La Rochefoucauld. « Mes auteurs préférés étaient plutôt Jean Genet et Witold Gombrowicz. Mais, pour ce dernier, comme je suis née en Pologne, je pensais que c'était trop attendu. J'ai alors commencé par défi une thèse sur ces deux auteurs classiques français.

Mais ce n'est pas pour ça que j'ai arrêté. J'avais traduit pour Camille Chamoux, qui était à l'époque metteur en scène de théâtre contemporain assez pointu, une pièce de théâtre d'un auteur polonais. Et je me suis retrouvée à en écrire la dramaturgie, puis à jouer. »

Rideau, donc, pour Retz et La Rochefoucauld. Kinga se tourne vers le théâtre, puis le cinéma. « J'ai réalisé un film documentaire qui a tourné dans un ou deux festivals, sur le théâtre et la figure, un peu déchu, depuis la chute du mur, du mineur en Pologne. Ils s'intitulaient Ouvrez la mine. »

« Tout ça, c'étaient de petits pas vers l'écriture », résume-t-elle, en avouant qu'elle n'a

jamais pensé le cinéma en images, mais toujours en mots. Ses premiers écrits sont des livres jeunesse, ce qu'elle trouve « moins écrasant que de se confronter à toute la production romanesque passée et présente ». Mais elle commence à se dire que l'écriture est avant tout de la discipline et du travail, « ça me faisait moins peur que l'idée de l'inspiration ou du génie ».

UNE ARCHITECTURE PRÉCISE

En 2017, Kinga commence donc un texte qui, pendant longtemps, s'est intitulé *Jachère*. Interrompu pendant de longues périodes, il

portait bien son nom. Le roman avait dès le départ une architecture très précise, « ce qui est rassurant, mais aussi à double tranchant, parce qu'on risque de se fermer à ce qu'apportent les hasards de l'écriture ». *Patte blanche* est très inspiré par un fait divers qui a défrayé la chronique au début des années 2000 et qu'on a appelé les « reclus de Monflanquin ». Une famille entière, des notables bordelais ma-

nipulés par un escroc, s'était enfermée dans son château. « L'histoire avait tout pour me fasciner. Comme beaucoup de gens à tendance voyeuriste, j'adore imaginer ce qui se passe à l'intérieur des maisons, aller chez les gens.

« J'adore imaginer ce qui se passe à l'intérieur des maisons, aller chez les gens. »

“

Imaginez, vous avez du temps à tuer. Une vacance.

Échine courbée, doigt sur l'écran du portable, yeux légèrement plissés, vous vérifiez vos mails, la météo, passez en revue les messages qui s'empilent dans vos conversations actives, jetez un œil au cours de la Bourse alors que vous n'avez placé d'argent nulle part, ouvrez *le Monde*, Leboncoin, un jeu de poker en ligne et Instagram. Les minutes passent, l'ennui pas : vous cédez à l'appel d'une news qui promet un rebondissement insensé dans l'affaire Dupont de Ligonnès, et puis finalement rien. Déçu-e, vous sautez par la première fenêtre surgissante pour découvrir que Britney Spears a dorénavant les cheveux bleus.

Vous scrollez la vie des autres, sans émotion, anesthésié-e. Vous balayez les chiens écrasés avec distance, clic après clic. Tant de chair et pas un os à ronger. Rien qui croustille. Vous devriez vous arrêter, ranger la machine, prendre un bon roman, parler à votre voisin, lever le nez. Vous n'y arrivez pas. La déception vous affame. Le vagabondage vous rend vorace.

Tout à coup, alors que vous alliez déposer les armes, à la fois gavé-e et vide, quelque chose se met à vibrer à l'intérieur. L'excitation monte et, avec elle, la vie. Vous ne l'auriez pas parié en entamant cet article de seconde zone, au titre peu engageant, « Les reclus d'Yerville », dans un journal régional. L'histoire d'une famille de Franciliens bon chic bon genre, originaires de Paris et proche banlieue (sans autre précision), qui, depuis plusieurs mois, ne sort plus de sa résidence secondaire normande.

”

Une question surtout me hantait : comment ils en étaient arrivés là. Quand ils sont sortis, on a appris comment ils avaient été manipulés et, là, je me suis dit que ce n'était pas cette histoire que j'avais envie de raconter. »

« DÉJÀ UN PEU MORTS »

Ce qui reste, cependant, c'est ce mot d'un des reclus : « Une famille normale qui a mis son intelligence en jachère. » « Ça a fait tilt. » Il est d'autres sources, comme l'affaire Jean-Claude Romand, la lecture de *l'Adversaire*, d'Emmanuel Carrère, et le documentaire qui en a été tiré. Le fait aussi que les gens autour de Romand n'aient rien remarqué. En jachère aussi, l'intérêt pour l'autre. « Ce qui m'obsède, c'est de voir que c'est comme s'ils étaient déjà un peu morts. »

Perce, aussi, l'idée de parler de la bourgeoisie. Kinga Wyrzykowska est fille d'immigrés. Pendant l'état de siège en 1981, son père, journaliste sportif, avait refusé de présenter en uniforme les sports à la télévision et avait émigré. En France, elle s'aperçoit que la lecture des catégories sociales est très différente. Elle se voit comme appartenant à un milieu considéré comme bourgeois, mais qui n'a rien à voir avec les familles dont parle *Patte blanche*. De cette distance, de ce retrait naît l'envie de parler de certaines attitudes. « La production des idées d'extrême droite se fait plutôt dans les milieux bourgeois, même si elle se diffuse par la suite dans les couches populaires. J'ai écouté beaucoup de polémistes sur les réseaux sociaux. Mon livre se nourrit de ça, travaille sur ce décalage, sur ceux qui ratent tout, sur ce qui ne marche pas. » Ces personnages ambigus, dérangeants, ce sont eux qui font naître la fiction, parce qu'ils libèrent l'imagination. Une imagination qui donne ce livre surprenant de maîtrise. ■

ALAIN NICOLAS



Patte blanche, de Kinga Wyrzykowska, Seuil, 318 pages, 20 euros



Le comédien incarne Sosthène, « un bloc d'arrivisme et de frustrations ». FRANÇOIS LEFEBVRE/STORIA TELEVISION/FTV

« Je suis client de ces grandes sagas »

TÉLÉVISION France 2 renoue avec la série historique en diffusant *Et la montagne fleurira*. Cette fresque politique, sur la place des femmes dans la société, le respect de la nature et les violences du pouvoir, offre un rôle sur mesure à **Philippe Torreton**.

Et la montagne fleurira, France 2, 21h 10

Année 1837. En voulant mettre à l'abri sa récolte de tilleul, Adélaïde (Anne Brochet) perd la vie dans un accident. Sa mort scelle le destin de son fils, Jean-Baptiste (Guillaume Arnault) : son père, Sosthène (Philippe Torreton), installe sa nouvelle compagne, Séraphine, une prostituée (Hélène de Fougerolles), au domaine. Parce que Jean-Baptiste refuse ses avances, elle l'accuse de viol, et Sosthène le bat quasiment à mort. Jean-Baptiste trouve refuge chez sa tante, Blanche (Constance Dollé), de l'autre côté de la montagne. Il y

apprend un nouveau métier, tombe amoureux, et surtout noue des relations avec les républicains, alors que Louis Napoléon Bonaparte ne va pas tarder à faire son coup d'État et réprimer féroce toute velléité de protestation dans un pays ravagé par le choléra. Une fresque éblouissante et terriblement contemporaine.

Vous incarnez un homme brutal, qui exile et déshérite son fils. Comment vous êtes-vous emparé de ce personnage ?

Je n'ai jamais eu de problèmes à jouer les « pas gentils ». En revanche, à la première lecture, j'ai été dérangé par le fait que Sosthène était à 100 % un méchant. Il n'y avait rien, pas un élément ou quelques paroles qui permettent de relativiser son parcours. Parce que des arrivistes comme lui, dans les campagnes,

comme à la ville, il y en a légion. Des gens qui essaient d'avoir le bon domaine, de faire le bon mariage de façon un peu politique, et qui deviennent des maîtres tyranniques... Éléonore Faucher (la créatrice - NDLR) a ajouté quelques répliques qui permettent à ce bloc d'arrivisme et de frustrations d'avoir quelques petites failles. Et elle était convaincue, m'a-t-elle dit, que je mettrais de la nuance dans la façon de jouer Sosthène. Une fois que les changements ont été actés, j'ai accepté ce rôle avec plaisir, parce que je suis assez client de ces grandes séries qui mêlent l'histoire et le patrimoine.

D'autant qu'elle parle beaucoup de politique, de droits sociaux...

Oui, il y est question d'émancipation politique. On voit cette France agitée, ces

révoltes, et les conditions de travail terribles de ce monde paysan.

Sosthène et sa compagne Séraphine sont des sortes de transfuges de classe, non ?

Sans un accident de la vie, ces gens sont voués à ne rien posséder. Sosthène, s'il n'avait pas épousé Adélaïde (Anne Brochet), serait resté contremaître : un mec qui fait bien son boulot, sur qui on peut compter, mais qui n'aura que son salaire. Pareil pour Séraphine, prostituée. Donc, forcément, ce Sosthène a une quête de reconnaissance. Cette aspiration à accéder à son petit coin, à être un peu autonome, elle est légitime.

Il dit à son fils Jean-Baptiste que ses gouttes de sueur ont payé tout ce qu'il a mangé depuis l'enfance...

Et ce n'est pas une exagération de sa part. Il a vraiment optimisé le domaine. Sosthène, le film insiste dessus, est loin d'être un dilettante. Et il a sans doute été élevé très durement. Il a dû travailler dès 6 ou 7 ans, prendre des coups de sabot dans les fesses et de badine sur le dos, ne manger que lorsque la tâche était accomplie, dormir plus souvent sur la paille que dans un lit. Donc, forcément, devenu adulte, comme on ne voyait pas beaucoup de psys à l'époque, il perpétue ce qu'il connaît. Et le monde agricole lui-même est dur. On le voit aujourd'hui d'ailleurs avec des difficultés économiques terribles, un assujettissement aux aléas climatiques. Et même quand tout va bien, ça reste compliqué. Surtout sans mécanisation. J'étais enfant à la fin des années 1960, au début des années 1970. Et je me souviens très bien de ma grand-mère transportant sur ses épaules deux énormes bidons de lait, matin et soir, à l'aide du joug qu'on mettait sur les paires de bœufs. C'est rude.

Dans le film, le rapport entre hier et aujourd'hui est flagrant, qu'il s'agisse de la place des femmes, des épidémies, du rapport à la terre...

Nous y pensions forcément pendant le tournage avec les protocoles Covid, alors que nous racontions une épidémie de choléra... Mais ce qui m'a surtout frappé, c'est que les domaines étaient alors en quête d'autosuffisance alimentaire : il fallait faire son pain, son cidre, son vin, les pâtés, les céréales, le fourrage et même l'huile avec de l'olive, de la noix, l'oléagineux du coin. Et ça, c'est dans les tuyaux en ce moment. On devrait penser ainsi au niveau national et n'importer que ce que nous n'arrivons pas à produire nous-mêmes. Nous demander, devant chaque produit, si on peut le fabriquer, si nous avons l'équivalent en France. Et se lancer là-dedans corps et âme. À l'époque, c'était une nécessité absolue. Et ça va le redevenir. Mon optimisme vient d'un constat pessimiste : de toute façon, on va y être obligés. Ce serait plus intelligent de commencer maintenant. Je vais jouer d'ailleurs une pièce, le 6 septembre, aux Bouffes du Nord, Lazzi, de Fabrice Melquiot, avec Vincent Garanger. Nos deux personnages sont des métaphores de l'humanité et des impasses dans lesquelles nous nous trouvons. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CAROLINE CONSTANT

SÉRIE D'ÉTÉ LES GRANDS REPORTAGES SOCIAUX DE L'HUMANITÉ 6/10



À la une, ce sont des femmes qui font les munitions. « Elles tassent doucement avec des bourroirs en bois la matière explosive dans des tubes de papier paraffiné. »

Les ouvrières de la dynamite explosent

PARU LE 3 DÉCEMBRE 1949 À Paulilles, dans la campagne catalane, les femmes de la dynamiterie, qui fabriquent les cartouches dans l'atmosphère puante et dangereuse de la nitroglycérine, se mobilisent pour de meilleures conditions de sécurité et un salaire décent.

De notre envoyé spécial.
Le « bon coin ». Le coin où on aimerait venir se reposer, pour ses vacances... Paulilles, ses quelques maisons accrochées sur les pentes de la crique, au bord de la douce Méditerranée, au milieu des vignobles, d'un côté Banyuls, de l'autre Port-Vendres et Collioure. Mais les Catalans qui passent par là, sur la route tortueuse de Perpignan à Cerbère, pressent le pas en traversant Paulilles et font se hâter les épais chevaux de labour.
C'est dans le site merveilleux de cette riviéra que le trust Nobel a fait construire une usine de dynamite. C'est là que sont brassées dans des pétrins

les diverses matières qui constituent cet explosif. 50 % du personnel est féminin, soit environ 75 ouvrières. Ce sont elles qui font les cartouches. Elles tassent doucement avec des bourroirs en bois la matière explosive dans des tubes de papier paraffiné.

Travail extrêmement dangereux ! Le moindre choc transmis par l'intermédiaire d'un métal ou d'un corps susceptible de vibrer détermine l'explosion de la nitroglycérine. L'explosion de 20 kilos de nitroglycérine peut déplacer d'un coup trois millions de mètres cubes d'air !

CELLES QUI TRAVAILLENT À 80 FRANCS DE L'HEURE, SUR UN VOLCAN
Deux brocs vides de nitroglycérine qui se sont entrechoqués ont provoqué, une fois, une terrible explosion. La nitroglycérine restant contre les parois ayant suffi...

Le premier accident de Paulilles, le 24 janvier 1882, à 15 heures, avait causé dix-neuf morts, pour la plupart réduits en miettes, éparpillés à 150 ou 200 mètres. Les oiseaux, dans le ciel, avaient été tués. Sept cadavres seulement avaient conservé une forme humaine.

La liste des victimes était longue : Pujol Albine, 18 ans, de Port-Vendres. Chanteteur Pauline, 17 ans, de Collioure. Plans Anne, 18 ans, de Banyuls. Carrès Dolorès, 21 ans, de Port-Vendres... Le bilan des dynamiteries est terrible : dix morts en cinq mois dans celles d'Ablon, de Billy, de Berclos et de Cuny.

Pour gagner du temps, pour « accélérer la cadence », la direction de Paulilles a intimé l'ordre à deux ouvriers d'aller travailler sur un pétrin situé dans un autre atelier, afin d'éviter un temps perdu dans le transport. Brasser dans un pétrin affecté à une autre matière risquait de créer un mélange « pulvérulent ».

Les ouvriers ont refusé. Ils ont été mis à pied. Alors toute l'usine a débrayé. Les femmes ont été à la pointe du combat revendicatif. Celles qui travaillent à 80 francs de l'heure, sur un volcan, dans l'atmosphère empuantiée des décompositions toxiques de la nitroglycérine, se battent pour que les mesures de sécurité soient prises dans ces baraquements où sont entreposées des centaines de kilos d'un des explosifs les plus puissants, pour de meilleurs salaires que les conditions exceptionnelles de leur dangereux travail justifient amplement.

Paulilles est en grève depuis trois semaines, soutenu par la solidarité active de toute la population. Et sur les sentiers vigneronniers du pays catalan, les jeunes filles et les femmes de Port-Vendres, de Banyuls, de Collioure, se dirigent dans le soleil vers les fermes et les hameaux en criant de leurs voix chaudes : « C'est pour ceux de Paulilles ! »

JEAN-PIERRE CHABROL

Mardi : 13 mai 1968. « Le cauchemar de la rue Gay-Lussac ». Retrouvez cette série sur www.humanite.fr